

# ***l'Anti*capitaliste**

n°354 | 13 octobre 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**À AMIENS LES 19 ET 20 OCTOBRE**

**CONTRE LA RÉPRESSION  
DU MOUVEMENT SOCIAL  
ET LES LICENCIEMENTS**



PHOTO: ROUGE / JMB

**LA LUTTE CONTINUE !**

## **Dossier**

**CLASSE OUVRIÈRE:  
ÉTAT DES LIEUX**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

Leurs «ambitions intimes»  
et les nôtres (collectives!)

Page 2

## **PREMIER PLAN**

Calais: pas de démantèlement, pas  
d'expulsions, liberté de circulation!

Page 3



## **ACTU INTERNATIONALE**

Syrie: Poutine, de Grozny à Alep...

Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Jean-Michel Coulomb  
sur la campagne Tafta/Ceta

Page 12



édito

Par PHILIPPE POUTOU

## Leurs «ambitions intimes» et les nôtres (collectives!)

Ces derniers jours, une émission télé a beaucoup fait parler d'elle, «Ambition intime», classée dans le (nouveau) genre de télé-réalité politique. Le principe est d'inviter des candidatEs à la présidentielle et de les faire parler d'eux, de leur vie privée, de leurs émotions, dans un cadre qui rappelle un peu leur chez-soi. Tout un programme.

Je ne l'ai pas regardée, et, autant le dire de suite, n'ayant pas été invité, il ne s'agit pas d'étaler ici ma frustration. Car pour être tout à fait clair, s'il y avait eu invitation, nous l'aurions déclinée. Cette émission est à l'image d'une vie politique-spectacle, pitoyable, abêtissante, où s'étalent les ambitions et les prétentions tout à fait personnelles. C'est d'ailleurs annoncé tel quel : ici, pas question de parler d'idées ou de programme, surtout pas de politique, mais bien de la personne, de l'humanité enfouie, visiblement très bien enfouie, de chacunE. C'est la personnalisation poussée au bout. Cela ne donne vraiment pas envie, on les voit déjà bien assez squatter tous les médias.

Alors même si l'audience de la première émission diffusée est importante (plus de 3 millions de téléspectateurs!), ce traitement médiatique ne peut que renforcer le discrédit du système politique. L'étalage des psychologies de politiciens qui rêvent de pouvoir, de leur hypocrisie, de leurs bons sentiments et de leur démagogie, tout cela au service de leur campagne, de leur chasse aux voix, cela ne peut forcément que contribuer à écœurer toujours plus les gens.

Car au-delà du côté «show-biz» de la vie politique, il y a la réalité d'une caste, celle des politiciens entièrement au service des plus riches et qui se moquent bien des gens d'en bas. Leur défilé des ambitions personnelles (et intimes) souligne encore plus l'urgence de renverser tout cela, l'urgence pour notre camp social de se représenter lui-même, de prendre la parole et nos affaires en main, l'urgence de faire de la politique nous-mêmes pour défendre nos vies.

## BIEN DIT

Cet été, quatre personnes à la nue se sont suicidées. (...) Les raisons de ces quatre morts ont sans doute, comme tout suicide, des origines multiples. Mais la fatigue, la tension terrible que cause la course permanente, chaque jour, pour trouver où manger et où dormir, des lieux qui diffèrent de ceux d'hier et ne seront pas ceux de demain, n'y sont sans doute pas étrangères. De même que la crainte incessante de l'agression si fréquente dans la rue (...). Ou la solitude qui pèse tant. Et encore le manque de sens à une vie qui n'est que survie et rejet d'une bonne part de la société. De même que l'incompréhension face à des règles si difficiles à décoder ou si stigmatisantes qu'elles conduisent à un taux de non-recours au revenu de solidarité active (RSA) d'environ 50%.

Extrait de la tribune de NICOLAS CLÉMENT, président du collectif Les Morts de la rue «Cessons ce discours selon lequel tous les pauvres seraient des "salauds profiteurs"» publié par *Le Monde* le 9 octobre.

## À la Une

# Contre la répression du mouvement social et les licenciements, la lutte continue!

Pendant les quatre mois de mobilisation contre la loi travail, Hollande et son gouvernement au service du Medef auront été déstabilisés et le FN bien moins loquace qu'à l'accoutumée...

Le monde du travail et la jeunesse ont, durant des semaines, fait la démonstration de leur aptitude à monopoliser la vie politique quand ils luttent, unis. La loi travail est passée mais le combat continue contre son monde capitaliste!

**La répression, c'est toujours pour la classe ouvrière, jamais pour les profiteurs et les patrons**

C'est le même État qui assassine dans les quartiers populaires, mutile les syndicalistes, emprisonne les militantEs anti loi travail, licencie et détruit des vies, multiplie les guerres, sème le racisme et la misère. La mobilisation contre la loi travail a mis en lumière la violence d'État. Sous couvert d'état d'urgence se sont multipliés les contrôles au faciès dans les quartiers populaires, des travailleurEs et des jeunes qui auraient trop l'aspect du «musulmans d'apparence» de Sarkozy. Des dizaines de jeunes, de syndicalistes, de militants du mouvement, ont été mis en garde à vue et, pour un certain nombre d'entre eux, sont en attente de procès pour avoir simplement défendu notre présent et notre avenir, ainsi que la liberté de manifester!

Il ne se passe rien de grave pour les Balkany, Sarkozy ou autres Cahuzac, dont les dossiers sont pourtant bien chargés. Pendant que tous ces nantis continuent de se pavaner dans les médias, de faire tranquillement leurs petites affaires, voire se préparent à se présenter à l'élection présidentielle alors qu'ils ont profité sans limite de l'argent public, d'autres sont licenciés pour une malheureuse



Des promesses du candidat... à la politique répressive du président! PHOTO:ROUGE/IMB

chemise arrachée, d'autres sont même condamnés à de la prison ferme pour avoir simplement défendu leurs emplois comme les Goodyear d'Amiens.

Pour les patrons et les puissants, le gouvernement a toujours déplié le tapis rouge, distribué les milliards et laissé la liberté totale pour exploiter et virer les salariéEs. Et la répression est brutale pour ceux et celles qui relèvent la tête et tentent de mettre en échec cette politique.

**Pas question de se laisser faire, c'est dans la rue et par la grève que ça se passe**

La mobilisation exemplaire contre la loi travail a donné une autre ampleur aux luttes trop souvent éparpillées mais qui ne cessent d'exister dans tous les secteurs salariés, où l'obsession patronale est de réduire à néant les droits ouvriers élémentaires. Depuis la rentrée, déjà, les travailleurs sociaux, les salariéEs de SFR, les enseignants des lycées menacés

de sortir d'éducation prioritaire, les hospitaliers ont été au moins une fois en grève.

Cette mobilisation est aussi un révélateur pour une partie significative de la jeunesse et du monde du travail que nous n'avons rien à attendre du jeu institutionnel qui place au pouvoir celles et ceux qui au quotidien sont dans le camp des exploités. C'est l'unité de nos luttes, notre détermination à bloquer la machine à exploiter qui mettront au tapis la loi travail et le monde pourri qu'elle charrie.

**La lutte continue!**

Les 19 et 20 octobre, se tiendra le procès en appel des 8 Goodyear. Tout ça pour quoi? Pour avoir défendu, sans relâche pendant sept ans, le maintien de leurs emplois. Durant ces sept ans, ils auront côtoyé une bonne brochette de voyous et de menteurs: de la direction de l'entreprise qui, en 2013, disait vouloir «limiter au maximum les conséquences sociales» de la

fermeture, à François Hollande qui en 2011, disait défendre une loi contre les licenciements boursiers. Finalement, ce sont 1143 salariéEs qui ont été mis sur la touche, il y a eu plusieurs suicides depuis la fermeture. Dans cette société capitaliste, où la majorité d'entre nous n'ont que leur force de travail pour survivre, perdre son travail, son salaire, c'est perdre toutes ses perspectives immédiates de nourrir sa famille, se loger et se soigner, sa dignité en somme.

Les 19 et 20 octobre à Amiens, nous aurons l'opportunité d'en faire un point de rencontres et de convergences de toutes celles et ceux qui sont frappés par la répression patronale et gouvernementale mais aussi de toutes les équipes syndicales combattives, de tous les militantEs de la grève qui pendant des mois ont occupé, manifesté, revendiqué ensemble et qui n'ont pas l'intention d'en rester là. La journée de mobilisation du 15 septembre a été une remise en jambes. Forts du nombre et de la détermination qui s'y est exprimée, nous devons poursuivre le combat. L'intersyndicale nationale a sonné la fin de la partie en ne proposant aucune perspective à part revenir en arrière, comme avant le 9 mars, où nous nous battions isolément, chacun dans notre boîte, dans notre secteur! Alors que les licenciements pleuvent par milliers et que nos conditions de travail et de vie dégénèrent de jour en jour, que les travailleurs combattifs sont condamnés comme des criminels, les 19 et 20, montrons-leur la force et la détermination de notre camp social. Toutes et tous à Amiens!

Gaël Quirante

## POLOGNE

# «Protestation noire»: une mobilisation de masse des femmes

Des protestations massives de femmes, sans précédent en Pologne, ont forcé les parlementaires à immédiatement abandonner leurs plans visant à aggraver la loi anti-avortement. Le parti Loi et justice (PiS) au pouvoir a publiquement capitulé face à l'explosion de la colère sociale.

La loi de 1993, appelée «compromis» par les milieux conservateurs, libéraux et sociaux-démocrates, est une des lois les plus restrictives dans l'Union européenne: l'interruption de grossesse n'y est admise que lorsque la vie ou la santé de la femme sont en danger, lorsque l'embryon est gravement atteint ou lorsque la grossesse est le résultat d'un délit. En pratique, même dans de tels cas, l'avortement est inaccessible car on prolonge la procédure, on refuse de faire l'intervention en se

fondant sur une prétendue «clause de conscience», etc. Les avortements clandestins sont très nombreux ainsi que la migration abortive: selon les estimations des organisations féministes polonaises, il y a en Pologne 80 000 à 100 000 avortements chaque année, dont seulement quelques centaines sont légaux.

La défense des femmes par les organisations féministes et de gauche n'avait pas mobilisé jusque-là. En mars dernier, la traditionnelle manifestation organisée à Varsovie depuis 17 ans à

l'occasion de la journée internationale des femmes, s'est déroulée au nom de «l'avortement en défense de la vie». Au plus, un millier de personnes y avait participé.

**Mobilisées dans la rue et au travail**

Le 23 septembre dernier, la Diète (chambre basse du Parlement), au sein de laquelle le PiS a une majorité absolue, a décidé d'ouvrir le débat sur un projet civique de loi, ultraconservateur, présenté par l'organisation Ordo Juris.

Ce projet prévoyait l'introduction d'une interdiction absolue de l'avortement et des peines de prison pour les femmes qui interrompent la grossesse. En même temps, la Diète a refusé d'examiner le projet civique «Sauvons les femmes». Inspiré de la législation de la majorité des pays de l'Union européenne, il visait à libéraliser la loi actuelle et autorisait l'avortement jusqu'à la douzième semaine.

La décision de la Diète a provoqué une immense mobilisation, surtout des femmes, dans tout le pays. Personne ne s'attendait à ce que la «Protestation noire», symbolisée par des vêtements noirs, ait une telle ampleur. Le lundi 3 octobre, des manifestations de rue ont eu lieu dans 143 villes et villages. À Varsovie, le rassemblement appelé sur la place du Château a rassemblé des dizaines de milliers de personnes, malgré la pluie battante. Beaucoup de femmes se sont habillées en noir pour aller au travail. En réponse à l'appel

# Un monde à changer

**LES CRIMES DE GUERRE DES AMIS DES USA ET DE LA FRANCE.** Au Yémen, dans le sud de la capitale Sanaa, un raid aérien de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a fait 140 mortEs et plus de 500 blessés samedi dernier lors d'une veillée funèbre. Les victimes étaient rassemblées pour veiller le corps du père du ministre de l'Intérieur du gouvernement houthi, Djalal al Roueïchane. Ce bombardement est l'un des plus meurtriers depuis le début de la guerre engagée par l'Arabie saoudite pour prendre le contrôle du pays contre les houthis pro-iraniens et rétablir les pouvoirs du président Abd Rabbo Mansour Hadi. Peu après, trois combattants pro-gouvernementaux ont été tués et quatre blessés dans un autre raid aérien de l'Arabie saoudite, mené « par erreur » contre leur propre position. Depuis le début de l'intervention militaire de la coalition en mars 2015, cette guerre a fait, selon les Nations unies, plus de 10 000 mortEs, dont environ la moitié de civils et trois millions de

déplacés, sur une population de quelque 23 millions d'habitants. Et selon l'Unicef, ce sont près de 3 millions de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire immédiate, alors que 1,5 million d'enfants souffrent de malnutrition. Ce pays, le plus pauvre de la péninsule arabe, se retrouve aujourd'hui dans une situation catastrophique, sacrifié aux intérêts de l'Arabie saoudite qui veut s'assurer le contrôle de la zone frontalière entre les deux pays qui recèle des gisements de pétrole colossaux. La responsabilité de ces crimes n'est pas que saoudienne : Washington soutient Ryad très concrètement. L'agence Reuters vient de rendre public le fait que, de mi-mai 2015 à février 2016, le département d'État américain a approuvé des contrats d'armement en faveur de l'Arabie saoudite d'une valeur totale de 22,2 milliards de dollars (20,2 milliards d'euros) dont certains étaient spécifiquement destinés à soutenir l'engagement militaire au Yémen. Dis-moi tes alliés, je te dirai qui tu es...

## CALAIS Pas de démantèlement, pas d'expulsions, liberté de circulation !

Rappelons que c'est ce même gouvernement qui, il y a deux ans, a poussé les migrantEs à s'installer dans ce lieu insalubre en périphérie de la ville et sur le bord de la rocade, après les avoir expulsés par la force des campements et lieux occupés dans Calais.

Les conséquences de ce « démantèlement » seront dramatiques. Le terme de « jungle » prendra alors toute sa signification. Car cette fois les migrantEs qui veulent aller en Angleterre n'auront aucun endroit, même pas le plus insalubre, pour se regrouper, s'organiser, être soutenus par des personnes solidaires et des associations, malgré la pression policière. Isolés, forcés de se cacher, ils et elles seront d'autant plus la proie de passeurs, de la chasse et de la violence policière, du racisme... Ils et elles seront d'autant plus prêts aux moyens les plus désespérés pour tenter de franchir la frontière vers l'Angleterre. Ce lundi 10 octobre, le Secours catholique a dénoncé « une opération sécuritaire qui n'a d'humanitaire que le nom ». L'Auberge des migrants déclare que cela « nous ramène à la situation d'après Sangatte où nous retrouvions des gens dans les fossés ou les jardins, essayant de se cacher ». Rassurons Bernard Cazeneuve, ces associations ne sont

Plus de 1000 CRS supplémentaires vont être mobilisés pour détruire totalement le campement de 10 000 migrantEs à Calais à partir du 17 octobre. C'est maintenant qu'il faut agir pour empêcher la catastrophe. Pour les migrantEs, pour Calais et pour notre avenir à toutes et tous.



pas d'ultra-gauche, terme qu'il a utilisé pour désigner les membres de la CISP, de Solidaires ou du NPA le 1<sup>er</sup> octobre dernier. C'est simplement lui-même qui évolue vers l'ultra-droite... Et c'est tout l'avenir de notre société qui se joue un peu plus encore à Calais, tandis que le FN multiplie les manifestations sur cette question dans toute la France.

### De l'invisibilisation aux expulsions

Il n'y aura pas d'alternative aux campements et lieux occupés par les migrantEs tant qu'ils et elles ne pourront pas passer librement les frontières et s'installer dans le pays de leur choix. Or la politique de destruction des campements sert un objectif totalement opposé : celui d'invisibiliser les migrantEs,

de les désespérer et d'en expulser le plus possible. Ces dernières semaines, Bernard Cazeneuve a multiplié les communiqués sur les « vols groupés » expulsant des réfugiés de Calais : plus de 1 500 depuis janvier. À Vintimille, ce lundi, Médecins du Monde a averti : « Nous voulons alerter l'opinion publique avant que Vintimille ne devienne pour les Italiens et les exilés un autre Calais », exigeant l'ouverture de la frontière française. La question qui nous est posée est donc concrète : aidons-nous les migrantEs à défendre ces campements et lieux occupés, pour en faire des lieux où se construit la lutte collective pour leurs droits et où se tissent les liens de solidarité ? Participant ainsi à la bataille contre les nationalismes et les racismes, contre la restriction de nos libertés. De la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est monté un appel en ce sens lors de la mobilisation du 8 octobre. Il devra aussi rebondir à Amiens, aux côtés des Goodyear et de tous ceux et celles qui luttent contre la répression et les violences policières.

Denis Godard



Sur les banderoles, « L'enfer des femmes », « Vous n'accouchez pas à ma place, ne décidez pas à ma place », « Votre loi brise nos droits ». DR

à une grève des femmes, inspirée par la grève islandaise de 1975, certaines femmes ne se sont pas rendues au travail, d'autres étaient présentes mais limitaient l'exercice de leurs obligations professionnelles : ainsi

une secrétaire ne répondant pas au téléphone. Il est donc difficile d'estimer la participation à la protestation sous ses formes diverses. Selon les médias, environ 100 000 personnes ont pris

part aux seules manifestations de rue. Le sondage, réalisé après par Milward Brown pour TVN, indiquait que 67% des femmes et des hommes soutenaient la protestation.

### Sursaut pour les droits démocratiques

L'effet de cette protestation massive inattendue était tout autant imprévisible : le PiS a retiré son soutien au projet fondamentaliste, qu'il avait soutenu deux semaines plus tôt, et la Diète l'a rejeté le 6 octobre. Le président du PiS, Jaroslaw Kaczynski, a admis à la Diète qu'en « observant simplement la situation sociale », il a été convaincu que le projet d'Ordo Iuris « n'est pas approprié, que son effet sera exactement contraire ». Il déclarait : « le PiS est et continuera à être pour la protection de la vie. Et il va entreprendre des activités dans ce sens, mais ce seront des activités réfléchies dont le caractère permettra de réaliser ce but ».

La Première ministre Beata Szydlo a annoncé que l'État garantira une aide sociale, pour inciter les femmes à donner naissance et à éduquer des enfants handicapés.

La force et l'ampleur de cette protestation ont surpris tout le monde. Après près de 25 ans de « paix sociale », cette année un changement fondamental a eu lieu en Pologne : contre les choix autoritaires du PiS, un mouvement de masse interclassiste s'est développé sous le nom du Comité de défense de la démocratie (KOD). Lors des manifestations organisées par le KOD, des dizaines de milliers de personnes se rassemblent.

« La Protestation noire » est une nouvelle confirmation très importante que la tradition et la culture des mouvements de masse en défense des droits et libertés démocratiques sont en train de renaître.

De Varsovie, Katarzyna Bielinska (traduit par Jan Malewski)

## Le chiffre 23 sur 58

À l'approche de l'hiver, sur 58 réacteurs nucléaires EDF en France, 23 sont à l'arrêt ou en service réduit. Un niveau exceptionnel : depuis la découverte d'anomalies sur la cuve de l'EPR en construction à Flamanville, des contrôles ont dû être engagés.



## Agenda

**Samedi 15 octobre, Journée internationale contre les traités Tafta et Ceta.** À Paris, départ de la manifestation à 15 h 30 place Stalingrad. Avec la participation de Philippe Poutou.

**Samedi 15 octobre, rencontres de La Brèche, Paris.** Podemos, la politique en mouvement (La dispute 2016), présentation du livre par les auteurs, à 17 h 30 à la librairie, 27 rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>.

**Dimanche 16 octobre, Cabaret d'urgence de Jolie Môme, Vincennes.** À partir de 14 h au Théâtre de l'Épée-de-Bois, Cartoucherie de Vincennes, Route du Champ-de-manœuvre, Parc de Vincennes. Avec la participation d'Olivier Besancenot.

**Lundi 17 octobre, 55<sup>e</sup> anniversaire du 17 octobre 1961.** À Paris à 18 h pont Saint-Michel, avec la participation de Philippe Poutou. À Strasbourg à 17 h 30 au pont Corbeau.

**Lundi 17 octobre, réunion publique du NPA, Besançon.** « Ni guerre ni État de guerre », avec Julien Salingue, à 20 h salle Battant, 48 rue Battant.

**Mercredi 19 et jeudi 20 octobre, pour la relaxe des 8 Goodyear, Amiens.** À partir de 8 h, devant le Palais de justice, 14 rue Robert-de-Luzarches. Avec la participation de Philippe Poutou.

## NO COMMENT

En matière judiciaire, il vaut mieux avoir un passé qu'un avenir.

Le candidat à la primaire de la droite et du centre ALAIN JUPPÉ (qui s'y connaît sur la question...), sur BFMTV lundi 10 octobre.

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## SERVICE PUBLIC POSTAL Droit dans le mur!



Quand en janvier 2014, l'État et la direction de La Poste signaient déjà le dépeçage du service public. DR

**Le président de La Poste est clair : ses objectifs pour 2020 sont avant tout financiers. Ainsi, selon son plan stratégique, le chiffre d'affaire devrait s'établir à 30 milliards et les bénéfices à 2 milliards d'euros...**

**A** titre de comparaison, en 2015, La Poste a réalisé 23 milliards de chiffre d'affaire pour 635 millions de bénéfices. Pour réaliser cette « progression » impressionnante, ce même président déclare qu'il s'appuiera sur le développement et sur la maîtrise des charges. Force est de constater que cette affirmation ne résiste ni à l'épreuve des faits ni à l'épreuve des chiffres!

### Les tarifs s'envolent, les effectifs s'effondrent!

Si La Poste réalise des bénéfices depuis plusieurs années, il ne s'agit nullement de la conséquence de son développement. Les nouveaux services du facteur, par exemple, sont aujourd'hui essentiellement une entreprise de communication. Ils font beaucoup parler dans les journaux mais restent très marginaux : 40 millions de chiffre d'affaire attendus cette année et 200 millions en 2020, c'est-à-dire rien face au 10 milliards du courrier! Il est vrai qu'il serait difficile de proposer de nouvelles prestations, alors que les facteurs ne peuvent même plus assumer leur tâche prioritaire, celle de distribuer le courrier! Pas étonnant puisque en deux ans, depuis le lancement du nouveau plan stratégique, près de 15 000 emplois ont été détruits! Au courrier, les résultats ont été obtenus par des augmentations de tarif historiques (jamais vu auparavant) et une saignée des effectifs. Dans son ignoble rapport de début d'année sur le courrier, la Cour des comptes félicitait les patrons de La Poste de leur politique antisociale... mais était contrainte de reconnaître qu'elle avait des limites pas loin d'être atteintes!

Pour y remédier, les pistes évoquées étaient alors de réduire les obligations de service public en ne distribuant plus le courrier tous les jours (ce qui se fait en Italie depuis la privatisation) ou de centraliser les points de distribution dans des batteries de boîtes aux lettres où les usagers viendraient retirer leur courrier...

### Réseau peu de chagrin!

Parallèlement à la casse de l'emploi, l'autre grande priorité dans la recherche d'économies réside dans le détricotage du réseau des bureaux de poste. Bien sûr, les patrons de La Poste comme son actionnaire principal, l'État, se vanteront de conserver 17 000 points de contacts. Mais il se garderont bien de préciser le statut de ces derniers. Jusqu'à récemment, les zones rurales étaient les victimes de la fermeture d'établissements : au 31 décembre 2014, les deux tiers des établissements ruraux étaient des agences postales communales ou des relais poste commerçants, c'est-à-dire au 'RSA du service public'! Cela ne suffisait pas aux patrons de l'entreprise « publique » qui lancent une attaque de très grande envergure contre le réseau urbain : dès 2016, 250 fermetures de bureaux sont programmées, dont 30 à Paris. Et que l'on ne nous serine pas qu'il s'agit de bureaux en sous-activité! Ainsi le bureau de Paris-Gare-du-Nord connaît régulièrement de longues files d'attente : fermé! Il n'a pas la chance de recevoir des « clients à potentiel », des « patrimoniaux », nouvelle cible de La Banque postale...

Le nouveau contrat de présence postale territoriale doit être signé mi-novembre entre l'État, La Poste et l'Association des maires, dont le président est Barouin. Sans surprise, il est encore moins protecteur que ces prédécesseurs pour le service public. Ainsi, avant une fermeture de bureau de poste, une délibération du conseil municipal était nécessaire. Avec ce nouveau contrat, une simple acceptation du maire suffit! La création du 49.3 municipal!

Sans réaction volontariste des syndicats, des usagers et de certains partis et élus, le dépérissement accéléré du service public postal est sur orbite!

**Bruno Quignard**

**E**n premier lieu bien sûr, il faut avancer le refus de toute suppression d'emplois et de toute mobilité contrainte, ainsi que de toute baisse de salaire, ceci aussi bien dans l'usine directement concernée que chez les sous-traitants. Nous sommes également contre la fermeture du site. Nous avançons la répartition du travail entre toutes les usines en cas de baisse de charge. Dans la mesure où à l'étape actuelle, ces luttes se déroulent dans le cadre du système, d'autres perspectives peuvent être utiles.

### Quelles nationalisations?

Souvent, nous sommes amenés à expliquer que si les actionnaires ne veulent que rentabiliser par tous les moyens, c'est à l'État d'intervenir, par la nationalisation/expropriation et la mise en place des conditions nécessaires pour que l'activité continue (nous ne traitons pas ici des cas où les salariés reprennent l'entreprise). Les nationalisations sous Mitterrand en 1981-1982 ont cependant montré que ce n'était pas une garantie pour l'emploi, et une entreprise publique comme La Poste détruit en permanence des emplois et précarise ses salariés. De plus, il est hors de question d'indemniser les actionnaires. On ne peut donc pas avancer un mot d'ordre de nationalisation/expropriation sans préciser « sans indemnités ni rachat » et préciser la place du contrôle par les salariés (usagers/population selon le type d'activité) et éventuellement d'autres parties prenantes. Des précisions nécessaires, indispensables, car nous n'avons pas plus confiance dans l'État pour gérer les entreprises tant en termes d'utilité sociale que de droits des salariés.

Dans le cas d'une entreprise comme Alstom se pose un autre problème : il ne suffit pas de fabriquer des locomotives, il faut qu'elles soient commandées. Faudrait-il une garantie de commandes de la SNCF à Alstom? Mais il y a en France les usines d'au moins deux autres fabricants : Bombardier (capitax canadiens) et CAF-France (capitax espagnols).

## CONTRE LES PLANS DE LICENCIEMENT Une discussion nécessaire

*Des situations comme celle d'Alstom confrontent le mouvement ouvrier à l'élaboration de revendications propres à favoriser la mobilisation, le soutien d'autres salariés, de la population. Tout en allant dans le sens de la société que nous voulons construire.*



Défendre l'emploi, résister aux licenciements, comment? PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Défendre Alstom ne doit pas signifier le chômage pour les salariés qui y travaillent. On peut donc éventuellement avancer un schéma de réorganisation des transports collectifs – de la SNCF, de la RATP et d'autres entreprises de transport publiques ou privées – jusqu'aux fabricants de matériel, soustrayant cette activité à la loi du marché.

### De nombreuses questions

Dans certains cas, nous pouvons défendre l'idée d'une réintégration d'une filiale dans un groupe, comme nous l'avons défendu pour les fonderies de Cléon, la SBFM, les Fonderies du Poitou dans Renault, cela sans illusion sur les garanties d'emplois mais avec l'idée qu'on regroupe et combat ainsi la déstructuration de la classe ouvrière. De la même façon, nous demandons la réintégration des services et activités qui ont été externalisés. La bataille des Ford pour la réintégration de FAI dans Ford participe de la même logique. De

même, nous refusons de constater passivement la fermeture ou le transfert de capacités d'étude et de recherche comme cela se produit souvent lors de la reprise d'une entreprise. Se pose aussi la question des entreprises dont le produit est soit socialement nuisible (matériel militaire) ou dont la production devrait être redimensionnée en baisse dans le cadre d'une transformation de la société (automobile individuelle) : là, la perspective est la reconversion, sans oublier la réduction du temps de travail.

À des degrés différents, toutes ces questions, et d'autres encore, se posent face aux licenciements et au charcutage capitaliste des entreprises. La confédération CGT a parfois tendance à avancer des « solutions industrielles » : outre les illusions sur la nature de l'État, elles peuvent dans certains cas ouvrir la voie à de périlleuses logiques « donnant-donnant » où les syndicats intègrent certains aspects

de la logique capitaliste, avec toutes les dérives nationalistes possibles. Ce ne peut pas être notre démarche.

### Pas de réponse générale

Il n'y a pas de réponse générale. On ne peut éluder le fait que, dans certains cas, avancer des perspectives pour l'activité est nécessaire pour renforcer la lutte pour la préservation des emplois. Un débat est nécessaire. On peut avancer quelques pistes. Le premier mot d'ordre à défendre partout est « zéro licenciement, pas de perte de salaire ». Ensuite, cela dépend de l'entreprise, de son organisation. Dans certaines branches qui ont une utilité sociale évidente (ou pourrait en avoir une), on peut avancer non seulement la nationalisation mais des pistes sur la réorganisation de la filière et sa mise au service de la société. Cela peut avoir une portée large : même si la société est capitaliste, beaucoup de gens sont révoltés par la façon dont fonctionne l'industrie du médicament ou comprennent que les usines d'automobiles pourraient faire autre chose que des voitures individuelles, etc. Mais d'autres cas sont moins évidents.

Nous ne pouvons pas écarter ces questions au nom de l'évidence qu'un patron quel qu'il soit est un patron et que, tant que nous sommes dans le capitalisme, notre seule perspective dans les entreprises c'est de garantir les emplois, les salaires et les conditions de travail, car tout le reste nous échapperait et nous entraînerait sur les chemins de la collaboration de classe...

**Henri Wilno et Robert Pelletier**

## FRONT NATIONAL

# Chassez le naturel...

*Dans la campagne électorale qui vient de s'ouvrir, le FN aimerait apparaître comme « assagi », « modéré »... bref: dédiable!*

**A** lors que Sarkozy avait fait, fin août dernier, une entrée dans la campagne de la primaire LR avec bruit et fracas, au nom de l'« identité française » et en attisant la peur de l'islam, Marine Le Pen jouait sur du velours. Dimanche 11 septembre, sur TF1, à une question visant à savoir si, selon elle, la religion musulmane pouvait « trouver sa place dans la République », elle s'est même payé le luxe de répondre : « Je crois que oui. » Avant d'égrener bien sûr un certain nombre de conditions... Mais l'habit ne fait pas le moine... et le discours ne fait pas de l'héritière d'un parti néofasciste, une démocrate. Encore moins en ce qui concerne ses sbires et partisans.

### Coup de force et escroquerie

Ainsi à Hayange, le jeune maire FN Fabien Engelmann a osé fermer le local jusqu'ici attribué au Secours populaire. L'association, qui aide matériellement 800 habitantEs de la commune de Lorraine, avait le tort d'avoir organisé un repas solidaire pour des migrantEs... Un



crime politique pour Engelmann, qui accuse du coup l'association de « faire de la politique » et « de la propagande pro-migrants » (sic). Vendredi 30 septembre, des policiers municipaux ont ainsi débarqué au local que l'ancienne municipalité avait alloué au Secours populaire pour en chasser l'association.

Une autre face que le FN aurait mieux aimé garder cachée vient elle aussi de remonter à la surface. Le parti et deux de ses dirigeants, Wallerand de Saint-Just et Jean-François Jalkh (l'actuel trésorier), ainsi que l'un de ses prédécesseurs, ont été renvoyés en procès. Wallerand de Saint-Just est accusé d'abus de bien sociaux,

et Jalkh cumule plusieurs chefs d'accusation : escroqueries, abus de confiance et abus de bien sociaux. En cause, la probable entreprise du FN consistant, autour des élections législatives de juin 2012, à obtenir un financement indu et illégal de la part de l'État. Le parti avait monté un système à travers lequel il vendait des « kits de campagne » bien trop chers, la modeste somme de plus de 16 000 euros, à ses propres candidatEs... Cela en vue d'un futur remboursement de leurs frais de campagne par les pouvoirs publics. Au cœur de la machine financière se trouvait Frédéric Chatillon, un ancien du GUD (groupe étudiant d'extrême

droite très violent), un ami personnel de Marine Le Pen, mais aussi grand ami du régime syrien. Lui-même est mis en examen dans l'affaire pour plusieurs chefs d'inculpation.

### Stratégie de la tension

En attendant, le FN travaille à construire une campagne d'opinion, en lien avec sa pré-campagne électorale, en multipliant les points de tension et de frictions sur tout le territoire français, dans les endroits où le gouvernement souhaite installer provisoirement des migrantEs venus de la « jungle » de Calais qu'il souhaite démanteler. Certes, ces « Centres d'accueil et d'orientation » ne sont prévus que pour trois mois d'hébergement, et au-delà du mois de mars prochain, les migrantEs se retrouveront sans rien, sauf s'ils entrent officiellement dans le cadre de la procédure d'asile. Mais le FN attise les peurs d'une prétendue « invasion », présentée comme aussi dangereuse que durable, partout et particulièrement dans les zones rurales. Le 1<sup>er</sup> octobre dernier, il mobilisait 150 à 200 manifestants (souvent extérieurs à la commune) dans le village de Saint-Denis-de-Cabanne (1 300 habitantEs) situé dans la Loire. Le FN fait de l'agitation, quitte à nourrir la violence. Dans la nuit du 4 au 5 octobre, des coups de feu ont ainsi été tirés sur un futur centre d'accueil de migrantEs à Saint-Brévin (en Loire-Atlantique), et la nuit suivante, contre un autre situé à Saint-Hilaire-du-Rosier (en Isère). Tout un programme...

**Bertold du Ryon**

# SYRIE Poutine, de Grozny à Alep...

Ce qui se passe à Alep reproduit aujourd'hui ce qui s'est passé à Grozny, la capitale de la Tchétchénie pendant l'hiver 1999-2000, quand la Russie a décidé de déloger 7000 combattants tchéchènes de Grozny, qui comptait alors 250 000 habitants : la destruction totale par des tapis de bombes, aboutissant à vider la ville de ses habitants, soit en les tuant, soit en les forçant à fuir la ville par des passerelles soi-disant « sécurisées »... mais aussi bombardées. Mais la version poutinienne de la « guerre contre le terrorisme » est confortée par les bombardements des impérialismes occidentaux eux-mêmes en Irak et en Syrie.

## Politique de la terre brûlée

Dans sa dernière interview, le boucher Assad a dit que les rebelles d'Alep n'ont d'autres choix que de se rendre ou « de faire face à leur inévitable fin ». Le régime syrien et ses alliés russe et iranien laisseraient des « passerelles » pour la fuite des civils. Il propose aussi le départ d'environ mille combattants de Fateh Alsham (le nouveau nom du groupe Al Nosra-Al Qaida), ainsi que de six mille combattants dont l'obédience varie du salafisme djihadiste comme Ahrar Alsham jusqu'aux groupes se réclamant de l'Armée syrienne libre. Mais la Russie exige que les autres combattants signent une déclaration de non-engagement avec Fateh Alsham et acceptent de coordonner la sécurité dans les quartiers Est « libérés » d'Alep en concertation avec les forces du régime d'Assad. La Russie ne demande en réalité rien d'autre que la capitulation de ces combattants et de la population de 250 000 habitants qui ont voulu échapper à la tyrannie du régime, ou leur départ d'Alep. En effet, les quartiers « libres » d'Alep connaissent un déluge de feu depuis

Le 19 octobre prochain, Vladimir Poutine devait venir à Paris. Il est le chef d'un des impérialismes les plus belliqueux de ces dernières années, bourreau des Syriens.



la fin de la trêve précaire le 19 septembre. La Russie a transformé ces quartiers en champs d'expérimentation de ses armes les plus destructrices. Le gouvernement Poutine a même fait la publicité commerciale de sa puissance meurtrière ici testée. À titre d'exemple, depuis l'annonce de la fin de la trêve, l'aviation russe a effectué 300 raids sur les quartiers Est d'Alep, détruisant les maisons et tout ce qui reste comme infrastructures. Le nombre de civils syriens tués sous les bombardements russes depuis seulement un an dépasse le nombre de ceux tués par le groupe terroriste le plus barbare, Daesh, depuis sa fondation en avril 2013. Le régime syrien et l'impérialisme russe

appliquent le scénario de Grozny sur Alep, et sur toutes les villes rebelles : la politique de la terre brûlée. Le calvaire du peuple syrien à Alep et dans toutes les régions assiégées ne semble pas devoir s'arrêter. Au-delà de réprobations symboliques, ce peuple meurtri depuis cinq ans est délaissé pour affronter son « inévitable fin »!

## Poutine, ce boucher des peuples

L'approche russe d'une solution militarisée était la raison principale de la suspension d'un accord USA-Russie signé début septembre. Cela a été confirmé il y a une semaine par le vote à l'unanimité de la Douma (Parlement russe) pour une présence

« permanente » de la force aérienne russe en Syrie. Ainsi la Russie se transforme en puissance colonialiste. Par ailleurs, l'offensive militaire appelée « bouclier de l'Euphrate » et menée par l'armée turque en commun avec des factions de l'ASL au nord d'Alep, s'étend sur la région, séparant les deux cantons de l'Est celui de Kobané et celui d'Efrin à l'Ouest aux dépens à la fois de Daesh et des forces kurdes du PYD. Mais dans cette zone, la population s'organise à nouveau : des coordinations populaires ont été créées, des manifestations ont eu lieu, en particulier le 7 octobre, renouant avec les slogans de la révolution populaire. Les forces militaires et civiles syriennes libres s'activent pour gérer directement la vie courante, et empêcher l'installation d'une zone d'influence turque dans cette région... C'est la lutte que mènent les forces démocratiques et de la gauche révolutionnaire.

Des manifestations populaires se sont aussi déroulées dans les villes de Qudsia et Alhama, près de Damas, « pour la paix et contre la guerre » et dans la ville de Babila en soutien à Alep.

Malgré le tableau très noir de la situation en Syrie, on voit l'émergence de nouvelles perspectives de résistance populaire et démocratique contre toutes les forces impérialistes et contre-révolutionnaires. Elles ont besoin d'une solidarité internationaliste solide, ce qui lui a manqué jusqu'à aujourd'hui. Les autorités françaises, qui elles-mêmes ont du sang sur les mains, ont peut-être fait les gros yeux mais restent prêtes à recevoir Poutine, un des plus sanguinaires bouchers des peuples.

Ghayath Naisse

## UNION EUROPÉENNE Les réfugiés, ces bannis de l'Europe

Tandis que le gouvernement français s'apprête à démanteler la « jungle de Calais », la situation des migrantEs ne fait que s'aggraver dans toute l'Europe, comme en témoigne le rapport annuel d'Amnesty international et l'accord (tenu secret) entre l'Union européenne et le gouvernement de Kaboul.

Incapables de définir une politique migratoire cohérente commune, les dirigeants européens empêtrés dans des logiques nationales internes ne semblent d'accord que sur un point : soustraire la gestion des flux migratoires à des pays hors de l'Union...



Un migrant secouru dans la Méditerranée par un membre de l'ONG espagnole Proactiva Open Arms, lundi 3 octobre. DR

## Un nouvel accord de la honte

Cette politique sordide ne s'embarasse pas de grands principes humanitaires, mais d'un véritable marchandage où des centaines de milliers d'êtres humains, traités comme du bétail, deviennent de simples variables d'ajustement destinées à remplir les rangs des damnés du vieux continent ou à mourir de noyade en Méditerranée. On se rappelle l'accord honteux passé entre l'UE et le dictateur Erdogan en mars dernier qui, en échange d'un cadeau de 6 milliards d'euros et l'avancée du dossier turc de demande d'adhésion à l'UE, engageait Ankara à « stocker » les migrantEs « illégaux » arrivés en Grèce. C'est aujourd'hui avec le gouvernement de Kaboul que l'UE, soutenue par les États-Unis, veut expulser 80 000 réfugiés afghans déboutés du droit d'asile. Ce troc monstrueux touchera en priorité les réfugiés de Calais dont Cazeneuve et Valls veulent se débarrasser au plus vite. Des « vols spéciaux » sont prévus à cet effet, et une dotation dont on ne connaît pas le montant sera octroyée au gouvernement afghan pour la construction d'un nouveau terminal dans l'aéroport de Kaboul. À vomir!

## Un rapport accablant, une campagne de soutien à organiser

« Les pays riches savent renflouer les banques et mener des guerres, mais sont incapables de trouver un lieu sûr pour les réfugiés qui représentent 0,3% de la population. » C'est ce que dénonce l'ONG Amnesty international dans un rapport publié le 4 octobre dernier, rapport qui dénonce aussi l'UE qui « cherche à conclure des accords douteux avec la Libye et le Soudan pour empêcher les réfugiés d'atteindre l'Europe ». Par ailleurs, cette organisation respectée annonce les chiffres effrayants de 4 000 noyés en Méditerranée en 2015, et 3 500 pour les neuf premiers mois de 2016...

Les anticapitalistes et les révolutionnaires ne sont donc plus les seuls à s'insurger contre la politique criminelle des gouvernants de l'UE. C'est ainsi que le très modéré Secours catholique dénonce aujourd'hui le démantèlement « inhumain » du campement de Calais et qu'Emmaüs demande un ajournement de cette décision gouvernementale. En Grèce, ce sont des organisations syndicales, des associations humanitaires, des collectifs antiracistes regroupés au sein de Keerfa. En Angleterre, la mobilisation persistante pour l'ouverture de la frontière se fait dans une vaste coalition Stand Up To Racism qui regroupe aussi bien des associations religieuses, des personnalités du Parti travailliste que des antiracistes radicaux.

Il est plus que temps d'ouvrir pour qu'il en soit de même en France et dans toute l'Europe : nous doter d'un outil efficace pour organiser une riposte européenne massive, seule capable d'établir un rapport de forces pour faire reculer la politique criminelle de l'Union européenne.

Alain Pajolat

## HAÏTI « Pays maudit » ?

À Haïti, ouragans et tremblements de terre ont des conséquences particulièrement graves. Pourquoi ?

La catastrophe qui vient de frapper Haïti avec l'ouragan Matthews a fait sans doute un millier de mortEs (au 10 octobre, le bilan « officiel » est de 372 victimes, mais d'autres chiffres circulent...). S'y ajoutent des destructions énormes qui ont créé des dizaines de milliers de sans-abri et entraîné ou renforcé les pénuries de médicaments et de nourriture, tandis que se précise la menace d'un regain de l'épidémie de choléra liée à la pénurie d'eau potable. L'île est régulièrement affectée par des catastrophes naturelles : elle est située sur le parcours des ouragans, son territoire est très exposé aux tremblements de terre (celui de 2010, particulièrement grave, a fait entre 200 000 et 300 000 mortEs).

## Une fatalité ?

Certains sont tentés d'évoquer la fatalité d'un « pays maudit » de par sa situation géographique. D'autres, ou les mêmes, font justement remarquer que des ouragans ou des séismes d'ampleur similaire font beaucoup



Catastrophe naturelle... ou système catastrophique ? DR

plus de mortEs en Haïti que dans d'autres pays... Mais en tirent des conclusions, à la limite du racisme, sur l'incapacité des Haïtiens à gérer leurs affaires. Comme si l'ingérence impérialiste n'avait pas été permanente depuis 1804, comme vient de le rappeler au journal le Monde le cinéaste Raoul Peck : « Nous payons également une ingérence étrangère qui n'a jamais cessé depuis la fondation même de cette République rebelle ».

L'assistance internationale permet de faire face à certaines situations d'urgence. Elle est ainsi indispensable après Matthews, mais ne règle aucun problème de fond. Bill Clinton fut une espèce de chef d'orchestre de l'« aide »

internationale après 2010 en tant qu'envoyé spécial des Nations unies et co-président de la Commission haïtienne de reconstruction et de développement. Cela sans même parler du rôle de la Fondation Clinton en Haïti et des controverses de conflit d'intérêts et de gaspillage financier (voire de malversations) qu'il a suscitées...

## Une classe dirigeante prédatrice

Enfin, si les Haïtiens ne sont bien sûr, pas plus qu'un autre peuple, incapables de se gouverner, les responsabilités de la classe dirigeante locale et des gouvernements qui se sont succédés sont majeures. Tous ces gens sont avant tout préoccupés de s'enrichir vite et de consolider leur

propre position. Et si une majorité de la population est pauvre, certains sont très riches. Au moment de l'ouragan, Haïti était en période électorale, ayant à sa tête un gouvernement provisoire depuis la fin du mandat du Président Michel Martelly le 14 mai dernier. En janvier de cette année, le sismologue haïtien Claude Prépetit s'inquiétait de l'absence de mesures politiques face au risque sismique six ans après le tremblement de terre de 2010 : « C'est tout à fait frustrant de lancer les alertes et de ne pas voir de réactions, car notre finalité n'est pas de faire de belles cartes, mais, en tant que citoyen, c'est de voir que des mesures sont prises pour limiter les dégâts. »

Un contre-exemple dans la région : Matthews a également touché Cuba. Même scénario que pour Haïti : des vents soufflant jusqu'à 300 kilomètres/heure et de fortes pluies. La ville de Baracoa (82 000 habitantEs) a été quasiment détruite. Les voies de communication et l'agriculture ont souffert, mais il n'y a eu aucun décès recensé. Les autorités avaient évacué des centaines de milliers d'habitants avant la tempête. Il ne s'agit pas d'idéaliser le régime cubain, mais il est reconnu que les ouragans ne font à Cuba que très peu de mortEs, cela grâce au travail systématique de prévention des autorités.

La nature est donc loin de tout expliquer. Si Haïti est un « pays maudit », impérialisme et classe dirigeante locale en sont largement responsables...

Henri Wilno

# UNE CLASSE QUI VIT EST UNE CLASSE QUI LUTTE

POUR UN ÉTAT DES LIEUX DE LA CLASSE OUVRIÈRE

**D**ifficile de faire tenir sur une seule photo une classe ouvrière qui regroupe plus de trois milliards d'individus. Une classe ouvrière à la fragmentation inédite, qui va de l'«ouvrierE-ingénieurE» en «salle blanche» d'une entreprise de composants électroniques en France à la salariée d'une entreprise du textile au Bangladesh dont le bâtiment est au bord de l'effondrement... Une classe dont les contours sont depuis longtemps l'objet de débats.

«On appelle classes, de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée, l'économie sociale.»<sup>1</sup>

Devant la baisse de sa visibilité au travers de ses luttes, la notion même de classe ouvrière est mise en cause sans parler de l'impossibilité d'écrire ou de prononcer le mot prolétariat. Syndicalistes, sociologues, expliquent essentiellement la baisse de la conflictualité sociale par une fragmentation fondamentalement plus grande que celles que l'on pouvait trouver dans l'entre-deux-guerres et après. Dans les années 1930, le mouvement majoritaire allait vers la concentration, le regroupement, avec la généralisation du taylorisme et du fordisme, alors qu'aujourd'hui on est plutôt dans la parcellisation, l'émiettement, la déstructuration, tout en tenant compte de l'existence de véritables villes-usines en Asie ou Asie du Sud-est. Ceci provoque l'affaiblissement des collectifs, des organisations capables de combattre les reculs sociaux. Dans les pays capitalistes «avancés» l'heure est aux combats défensifs contre les licenciements, les fermetures de sites. Dans les pays «émergents», c'est la lutte pour des conditions de travail humaines, pour un droit du travail protecteur, des salaires permettant de vivre décemment.

«Les conditions économiques avaient déjà transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe du point de vue du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même.»<sup>2</sup>

Suite à l'effondrement des deux grands courants historiques du mouvement ouvrier, la nécessité, l'urgence de renversement du système capitaliste, le chemin menant des luttes sociales «élémentaires» à la lutte «finale» est à reconstruire. Face à cette situation, ce dossier est un premier élément d'un état des lieux.

1 - Lénine, La grande initiative, 1919

2 - Karl Marx, Misère de la philosophie, 1847

«PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!»



## EMPLOI, SALAIRES: QUELLE EST LA TENDANCE?

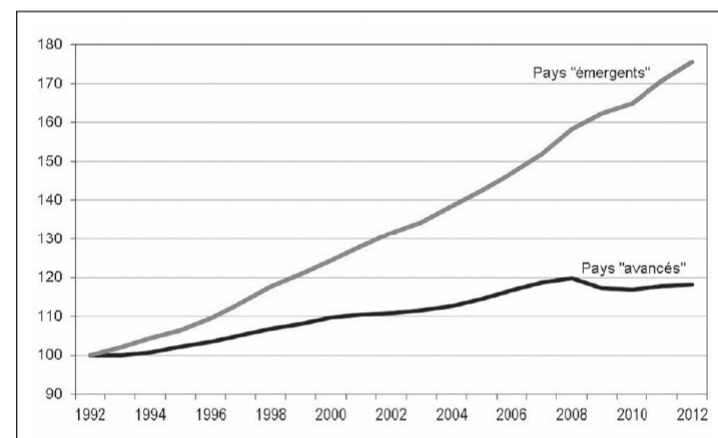
**L**e fait le plus important est que la population rurale est devenue minoritaire à la fin des années 2000. 65% de la population mondiale sera urbaine en 2025, avec déjà 23 mégapoles de plus de 10 millions d'habitantes. À la régression de l'agriculture s'ajoute une importante industrialisation dans des pays appelés «émergents».

### L'emploi augmente... mais pas partout!

Les emplois dans l'industrie et les services augmentent: ils représentaient respectivement 22% et 42,5% en 2005, 24,5% et 45% en 2013. L'OIT analyse que, entre 2014 et 2019, deux régions verront une importante croissance d'emplois: l'Afrique subsaharienne et le sous-continent indien, avec de 11 à 12 millions d'emplois créés par an dans chacune des deux régions. L'Amérique latine et les Caraïbes verront, eux, une croissance de 5 millions d'emplois par an. Le Maghreb et le Moyen-Orient voient chacun une progression annuelle de 1,3 à 1,8 million. En proportion, la croissance annuelle des emplois est très faible dans les autres régions: 2,3 millions dans l'ensemble UE/USA/Australie, 1,8 million en Chine... et une croissance zéro pour l'Europe orientale et la Russie. Mais ces créations d'emplois ne modifieront pas l'analyse de fond faite par l'OIT en 2015 sur les conséquences de la crise de 2008 sur l'évolution globale des emplois: «Si l'on prend en compte ceux qui vont arriver sur le marché du travail ces cinq prochaines années, ce sont 280 millions d'emplois supplémentaires qu'il importe de créer d'ici à 2019 si l'on veut combler le déficit. Les jeunes, et tout particulièrement les jeunes femmes, continuent d'être touchés de manière disproportionnée par la montée du chômage. Près de 74 millions de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) étaient à la recherche d'un emploi en 2014. Le taux de chômage des jeunes est de trois fois supérieur à celui des adultes.»

Ces dernières années, le chômage s'est résorbé dans certains pays d'Europe, les USA et le Japon, mais au prix d'un bond en avant de la précarité et des baisses de salaires. En Amérique latine et aux Caraïbes, en Chine, en Russie et dans certains pays arabes, le sous-emploi et l'emploi informel devraient rester irrésolument élevés ces cinq prochaines années.

La population mondiale a progressé de 6,4 milliards de 2005 à 7,4 milliards en 2016, la population active passant de 3 à 3,4 milliards...



### Salaires en berne...

La croissance des salaires au niveau mondial (2% en 2013) a été portée par les économies émergentes et les économies en développement, où les salaires réels sont en hausse – parfois rapide – depuis 2007. La croissance des salaires réels dans les économies émergentes du G20 a été de 5,9% en 2013. Si l'on exclut la Chine, on réduit presque de moitié la croissance des salaires réels mondiaux, qui passe de 2% à 1,1% en 2013. Dans les économies développées, les salaires réels ont stagné en 2012 et 2013, leur croissance se situant à 0,1% et 0,2% respectivement. Dans certains cas – notamment l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni –, les salaires moyens réels en 2013 ont été inférieurs à leur niveau de 2007... Globalement, dans les économies développées, la croissance des

salaires réels a été distancée par celle de la productivité sur la période allant de 1999 à 2013. La part des salaires dans la valeur ajoutée baisse depuis 30 ans, selon le Rapport mondial sur les salaires 2012/13 de l'OIT. Comme le constate Michel Husson, «des preuves récentes montrent que cette tendance se poursuit depuis des décennies, contrairement aux hypothèses formulées précédemment. Dans 16 économies développées, la part moyenne du revenu national au milieu des années 1970 à 65% dans les années qui ont précédé la crise. Même en Chine, où les salaires ont triplé au cours de la décennie écoulée, la part du revenu national qui revient aux salariés a baissé.»

### Des migrations de masse

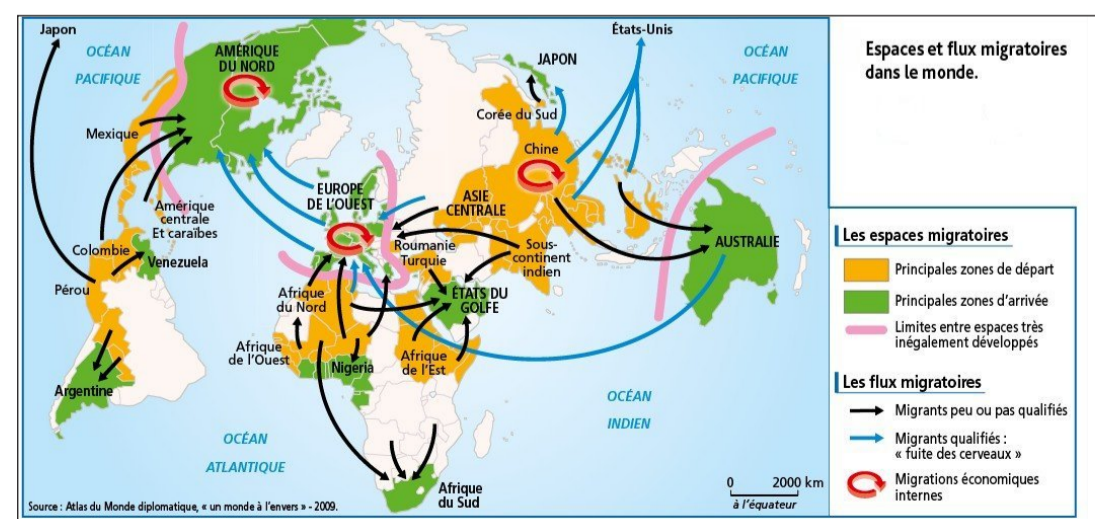
Il y avait 240 millions de migrantEs internationaux en 2014, dont 150 millions de salariésEs,

plus 740 millions de migrantEs internes (dont 240 millions en Chine). Ainsi plus de 10% de la population active des Philippines doit s'exiler pour trouver un emploi. À cela s'ajoutent 40 millions de réfugiés climatiques, non reconnus et dont le nombre va augmenter à 200 millions d'ici 2050.

La plupart des migrations s'effectuent entre pays de même niveau de développement: 60% des migrantEs se déplacent entre pays développés ou entre pays en développement.

Avec près de 200 millions d'habitantes âgées de 15 à 24 ans, l'Afrique possède la population la plus jeune du monde, et celle-ci s'accroît à vive allure. Le nombre de jeunes en Afrique aura doublé d'ici 2045. Les jeunes sont non seulement de plus en plus nombreux en Afrique, mais leur niveau d'instruction progresse également. D'après les tendances actuelles, en 2030, 59% des 20-24 ans auront reçu un enseignement secondaire. En conséquence, de nombreux jeunes Africains se retrouvent sans emploi ou, plus fréquemment, en sous-emploi dans le secteur informel, où la productivité et la rémunération sont faibles. L'incidence de la pauvreté chez les jeunes au Nigeria, en Éthiopie, en Ouganda, en Zambie et au Burundi, dépasse les 80%. Les taux de pauvreté les plus élevés s'observent chez les jeunes femmes et les jeunes vivant en zone rurale.

Léon Crémieux



# NOUVELLE ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES, FRACTURATIONS DU PROLÉTARIAT

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le capital a transformé la société du sol au plafond, en morcelant le prolétariat, mettant à mal son identité, tendant à le fragiliser en tant que force sociale, et rendant l'organisation de celui-ci plus difficile.

**L**e prolétariat – la classe de celles et ceux qui vendent leur force de travail, sont dépossédés de leur travail, ont une position subalterne, sont exploités et opprimés – est aujourd'hui majoritaire au niveau de la planète. Elle représente même près de 80% de la population en France. Mais sous quelle forme ?

## Évolutions et contrastes

Depuis que le capitalisme existe, il a modifié en permanence la production, en conséquence le prolétariat. Entre celui du 19<sup>e</sup> siècle en Grande-Bretagne, le prolétariat en Europe capitaliste au 21<sup>e</sup> siècle, existent de profondes différences. Les évolutions techniques permettent une augmentation de la productivité. Tant dans l'industrie que dans le tertiaire, il faut moins de prolétaires pour produire autant.

Le développement de la circulation des marchandises facilite l'externalisation, les délocalisations. En 2015, un emploi sur cinq dans le monde contribue à la production de biens et de services transformés ou consommés dans d'autres pays. En 1995 c'était un sur six. Ainsi, 50% des pièces installés dans une voiture (75% en valeur) achetées à

des équipementiers, sont souvent fabriquées ailleurs, en Europe ou en Asie.

Les groupes ont des tailles de plus en plus importantes, sans employer beaucoup de salariéEs en Europe. Alstom, qui fabrique plus de 70% des trains à très grande vitesse, 25% des métros et 33% des tramways dans le monde, qui a un chiffre d'affaire de 6,9 milliards d'euros, emploie 31 000 personnes dans plus de 60 pays, dont 9 000 en France ! Le secteur industriel, qui a été au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles le centre du mouvement ouvrier, est déclinant en Europe, parfois moribond (Grande-Bretagne), et les prolétaires du tertiaire deviennent majoritaires.

L'importance des unités dans lesquelles ils et elles travaillent a diminué au cours des 40 dernières années. Renault, qui a joué un rôle important dans les luttes de classe en France<sup>1</sup>, illustre bien cette évolution. En 1950, 49 000 salariéEs, dont 40 000 à l'usine de Billancourt. En 1975, 101 000 salariéEs, dont 31 000 à Billancourt et 20 000 à Flins. Aujourd'hui, le groupe Renault regroupe 120 000 salariéEs dans plus de 125 pays, mais moins de 50 000 en France (dont 27 000 emplois industriels), aucun site n'y dépassant 4 000

salariéEs sauf le technocentre de Guyancourt (plus de 9 000). Et le groupe prend la précaution de produire certains véhicules dans plusieurs usines situées dans des pays différents.

## Nouvelles formes de domination

Mais les évolutions du prolétariat ne sont pas le produit mécanique de l'évolution des processus de production : elles sont aussi dues aux choix politiques de la bourgeoisie, pour renforcer et conforter sa domination.

Par exemple, le choix de recourir au pétrole pour supplanter le charbon, s'il a un intérêt au plan militaire, n'en a pas au plan économique. Il coûte plus cher et il a d'abord fallu massivement le subventionner<sup>2</sup>. Une des raisons de ce choix est la volonté de marginaliser le poids des bastions ouvriers que représentaient les mineurs, secteur massif, puissant, organisé, jouant un rôle politique central dans nombre de pays.

L'objectif des premiers néolibéraux dès les années 1930 est de créer une autre forme de domination du capital, en cherchant à « déprolétarianiser » ces masses déracinées par le capitalisme industriel, à morceler ces concentrations, à faire



des prolétaires, non des assurés sociaux, mais des propriétaires, des épargnants, des producteurs indépendants... des individus qui intériorisent les règles de fonctionnement, la logique de l'entreprise. La contre-réforme néolibérale engagée depuis les années 1980 ne se contente pas de privatiser, de casser les différentes formes de « l'État providence », les systèmes de protection sociale, d'attaquer les salaires et les acquis du prolétariat. Plus qu'une simple restauration du capitalisme du 19<sup>e</sup> siècle et du libéralisme traditionnel, elle réorganise l'ensemble de la société, de l'économie généralisée de marché vers une société de marché. Le néolibéralisme ne se contente donc pas d'exploiter les salariéEs, de maximiser la productivité, avec des exigences de résultats de plus en plus élevées, il organise de manière systématique « l'homme entrepreneurial », un individu qui serait responsable et autonome tant dans sa vie « personnelle » qu'au travail, dans lequel toute sa subjectivité est impliquée dans l'activité qu'il est censé accomplir. La règle de fonctionnement de la société doit être la concurrence entre toutes, y compris dans le travail au quotidien...

**Patrick Le Moal**

1 – Accord d'entreprise de 1955 instituant la troisième semaine de congés payés, puis celui de 1962 instituant la quatrième.

2 – L'événement anthropocène, Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, page 139.

## MOUVEMENT OUVRIER: LE VIEUX ET LE NEUF

La profonde réorganisation du système productif engagée au milieu des années 1970 s'est faite autour de la fragmentation des collectifs de travail, de l'individualisation du travail.

**E**lles ont été accompagnées du développement d'une pression idéologique au travers de la presse patronale vantant les mérites de l'entreprise et la qualité des produits et d'une évolution de la hiérarchie, passée des « officiers inférieurs » (surveillants, inspecteurs, contre-maîtres) de Marx à des agents de promotion de ses valeurs, et faisant assumer l'auto-exploitation par les ouvrierEs-individus.

Cette évolution s'accompagne d'une augmentation du nombre de suicides au travail qui touche toutes les catégories, depuis les ouvriers de chaîne automobile, les salariéEs de La Poste, ceux du commerce et toutes les couches de salariéEs, accompagné d'une progression du harcèlement dans les maladies professionnelles, sans oublier, ce qui est trop souvent le cas, la répression antisyndicale.

## Le vieux

S'ajoutant à sa faillite économique, le socialisme « réellement existant » a laissé un vide politique, idéologique, dans les organisations politiques et syndicales. L'intégration explicite des partis socialistes, la social-démocratie ni socialiste ni démocrate, au fonctionnement du système capitaliste, entérine leur incapacité à paraître comme une alternative même partielle aux partis bourgeois « classiques ».

À la fin des années 1990, les luttes sociales ont croisé les mouvements sociaux : celui des femmes

(notamment avec la Marche des femmes), le mouvement LGBTI et le mouvement écologique sur fond de développement du mouvement altermondialiste (Seattle, Forum social mondial...) promettant un développement des forces, des mobilisations anticapitalistes. Mais à rebours, les dernières années ont vu, au Maghreb et au Moyen-Orient, les vagues du Printemps arabe se heurter à la contre-révolution, alors qu'en Amérique latine les espoirs soulevés au Brésil, au Venezuela ou en Bolivie sont largement étouffés. Si les mobilisations, les luttes, n'ont pas disparu, les réponses politiques sont complètement hétérogènes, de JLM2017, Bernie Sanders, M5S de Beppe Grillo, à Syriza, Podemos. Face à ces pâles ou fragiles reconstructions se développent des courants populaires, populistes, réactionnaires sur fond religieux. Syndicalement, les Commissions ouvrières espagnoles ont rejoint l'UGT dans le soutien aux politiques d'austérité, la CGIL a capitulé devant le chantage du patronat italien, comme les syndicats de l'automobile américains lors du transfert des productions de Detroit au sud des États-Unis, avec une baisse des coûts salariaux de 50%... Dans les pays de l'Est, la bureaucratisation se combine à la corruption, pendant qu'en Grande-Bretagne, l'affaiblissement du syndicalisme, matraqué par Thatcher, est durable. Et ailleurs, comme en France, le « dialogue social » apparaît, avec son appareil technocratique, comme la béquille

indispensable à des organisations syndicales en perte de vitesse. Dans les pays les plus concernés par les dérèglements dus au réchauffement climatique, comme le Pakistan ou le Bangladesh, les mouvements syndicaux, principalement paysans, sont tenus d'intégrer cette dimension dans leur action au côté des organisations membres de Via Campesina. Des mouvements qui pourraient jouer dans les années qui viennent un rôle moteur pour une remise en cause globale du système, comme l'a montré la mobilisation à l'occasion de la COP21.

## Du neuf ?

Dans cette situation de repli, de combats défensifs, le mouvement ouvrier politique perd constamment des forces au fur et à mesure de ses capitulations. Les deux pieds plantés dans les résistances quotidiennes, le mouvement syndical se maintient malgré des reculs sensibles et, face à la mondialisation de l'économie, tente de s'organiser à cette échelle. Ainsi la Confédération syndicale internationale (CSI) née en 2006 revendique 176 millions de syndiqués, 301 organisations dans 151 pays, avec le soutien aux nouveaux syndicats indépendants et secrétariats professionnels internationaux (ITF, UNI, IE) souvent plus dynamiques. La radicalité post-stalinienne de la Fédération syndicale mondiale (FSM) lui permet de capter des syndicats radicaux (LAB Pays Basque, RMT britannique, USB italien, partie de la COSATU d'Afrique

du Sud). À noter aussi les progrès du « Réseau syndical alternatif » structuré autour de Conlutas-Brazil, Solidaires-France, CGT espagnole, NUMSA...

Au moment où les grandes concentrations ouvrières se battent dos au mur, des mobilisations se développent régulièrement dans des secteurs plus périphériques, moins syndicalement organisés. Ce sont les multiples luttes en France dans les secteurs du nettoyage, des personnels des hôtels, souvent soutenues par des unions locales, hors des structures de métiers du commerce, avec un collectif inter-syndical comme le CLIC-P.

En Grande-Bretagne, la multiplication des grèves sauvages, dans le secteur informel, remet en cause les conceptions traditionnelles du syndicalisme : coursiers, livreurs, appartenant à l'Independent Workers of Great Britain (IWGB), agents d'entretien londoniens organisés au sein du syndicat United Voices of the World (UVW), les agents de sécurité précaires et les agents d'entretien de l'entreprise Sotheby's<sup>1</sup> ont par leurs luttes obtenu augmentations de salaire et améliorations des conditions de travail.

De même aux États-Unis, les manifestations nationales en 2012, au sein du groupe de distribution Walmart sous l'impulsion de l'association Our Walmart (OWM), dans la restauration rapide chez McDonald's, Burger King et KFC (Fast Food Forward, Fight For \$15, Show Me \$15) montrent la possibilité d'expérimenter des

TAUX DE SYNDICALISATION PAR ANNÉE ET PAR PAYS (en % de syndiqués par rapport aux salariés)															
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Australie	25	25	24,5	23,2	23,0	22,3	22,3	20,2	18	18,6	19,3	18,4	18,5	18	17,0
Autriche	38,2	37,4	36,6	35,7	34,7	34,9	33,9	31,6	30	29,7	29,4	29,0	28,4	28	27,8
Belgique	54,3	56,2	56,3	55,6	54,1	54,0	53,7	54,8	54	54,4	54,9	53,8	55,1	55	55,1
Canada	28,0	28,2	28,4	28,3	28,2	27,8	27,7	27,4	27	27,0	27,3	27,2	26,9	27	27,1
Chili	12,7	12,6	12,5	12,8	13,7	13,7	13,3	13,0	13	14,1	15,0	15,0	14,9	15	15,0
Rép. Tchèque	30,0	27,2	23,6	22,2	22,3	21,0	19,7	18,7	17	17,4	17,2	16,6	15,8	14	12,7
Danemark	74,0	73,9	73,3	71,6	71,6	70,4	70,7	68,4	67	66,3	67,7	67,0	66,4	67	66,8
Estonie	16,3	14,5	14,0	13,5	11,7	11,0	9,7	8,4	7,6	6,2	7,6	8,2	7,0	6,1	5,7
Finlande	76,3	75,0	74,5	73,5	72,9	71,5	70,6	70,4	70	69,8	69,2	68,6	69,6	69	69,0
France	8,1	8,0	7,9	8,1	7,9	7,7	7,7	7,6	7,5	7,6	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
Allemagne	25,3	24,6	23,7	23,5	23,0	22,2	21,7	20,7	19	19,1	18,9	18,6	18,5	18	18,1
Grèce	26,8	26,5	24,9	24,8	24,6	24,0	24,1	24,1	24	23,5	22,6	22,1	22,7	22	21,5
Hongrie	24,5	22,0	20,0	19,0	17,9	17,9	17,5	16,1	15	14,6	13,9	12,9	11,8	10	10,5
Islande	87,4	89,4	88,1	92,5	86,5	84,0	84,0	85,1	84	84,6	85,1	85,4	85,2	85	85,5
Irlande	38,7	38,0	37,8	36,1	37,4	35,5	34,0	32,4	31	31,9	33,1	32,7	32,6	31	29,6
Israël	41,3	37,9	36,9	36,5	35,8	34,4	33,1	32,0	30	28,6	27,3	25,7	24,2	22	...
Italie	35,4	34,8	34,2	33,8	33,7	34,1	33,8	33,6	34	33,9	35,2	36,0	36,3	36	37,3
Japon	22,2	21,5	20,9	20,3	19,7	19,3	18,8	18,3	18	18,2	18,5	18,4	19,0	18	17,8
Corée	11,7	11,4	11,5	10,8	10,8	10,3	9,9	10,0	10	10,3	10,0	9,7	9,9	10	...
Luxembourg	43,3	42,5	41,8	42,1	42,8	42,3	41,4	40,1	38	36,5	35,9	35,1	33,9	32	...
Mexique	15,8	15,6	15,9	15,9	16,9	17,5	16,9	16,3	16	15,7	15,3	14,4	14,5	13	13,6
Pays Bas	24,7	22,9	21,2	21,0	20,5	20,8	20,6	20,0	19	18,8	19,1	18,6	18,4	17	17,8
Pologne	21,7	22,4	22,3	22,3	21,2	20,8	20,9	21,3	21	20,8	21,6	21,0	21,1	20	19,8
Nlle-Zélande	54,8	54,4	53,9	54,5	55,1	55,0	54,9	54,2	53	52,6	53,6	53,7	53,5	53	52,1
Norvège	20,5	17,5	15,5	14,1	18,8	19,0	18,1	16,3	15	15,1	14,6	14,6	13,6	12	...
Portugal	22,4	21,6	22,4	20,7	21,3	21,7	21,6	21,2	21	20,9	20,6	19,8	18,8	18	...
Rép. Slovaque	34,2	32,3	30,5	27,4	26,1	23,6	22,8	20,6	18	17,2	16,0	15,2	14,1	13	13,3
Slovenie	40,4	41,6	40,8	44,7	43,7	40,1	37,1	31,4	29	26,6	26,3	25,0	23,1	22	21,2
Espagne	16,8	16,6	16,4	16,1	15,9	15,4	14,6	14,3	15	17,2	17,6	17,3	16,9	17	16,9
Suède	80,6	79,1	78,0	78,0	78,0	78,1	76,5	75,1	70	68,3	68,4	68,2	67,5	67	67,7
Suisse	20,9	20,2	19,7	19,9	19,9	19,5	19,3	18,9	18	17,5	17,3	17,1	16,7	16	16,2
Turquie	29,3	28,2	29,3	25,1	22,3	20,0	16,8	14,3	12	10,7	10,2	8,9	7,8	7,0	6,3
Royaume-Uni	30,1	30,2	29,6	29,3	29,6	29,0	28,6	28,2	28	27,3	27,3	26,6	25,8	26	25,8
États-Unis	11,2	12	12	12	12	12	12	11	11	11	11	11	11	10	10
OCDE	21,0	20,4	20,0	19,7	19,6	19,2	18,9	18,3	18	18,0	18,1	17,7	17,6	17	17,0

formes nouvelles de syndicalisme minoritaire pour atteindre des employéEs particulièrement difficiles d'accès. Depuis le milieu des années 2000, la remise en question du monopole de la plus grande fédération syndicale américaine, l'American Federation of Labor & Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO), par Change to Win (CTW), une coalition emmenée par la Service Employees International Union (SEIU), l'UFCW et les Teamsters (syndicat de chauffeurs routiers), a modifié le paysage syndical, entre un syndicalisme traditionnel sur le déclin et un syndicalisme de contestation sociale visant les inorganisés<sup>2</sup>.

La question clé dans les années à venir, ce sera non seulement celle de niveaux d'organisation à la hauteur des attaques subies, mais aussi celle de la capacité politique de construire, en lien avec les mobilisations sociales, un mouvement politique d'émancipation capable de se heurter frontalement au capitalisme.

**Robert Pelletier**

1 – « Organiser les inorganisés, une mission impossible ? » <http://terrainsdeluttes.ouvaton.org/?p=6003>

2 – « Mobiliser les employés de Walmart malgré les discours et pratiques du géant de la distribution : UFCW et Our Walmart face à 50 ans d'antisindicalisme » <https://www.caim.info/revue-de-l-ires-2016-1-page-129.htm>

## PARIS Des ouvriers maliens en grève... expulsés de leur chantier!

*Exemplaire! Cela commence sur un chantier parisien, 46 avenue de Breteuil, à quelques encablures du ministère du Travail, chantier où travaillent 25 ouvriers...*

À quelques jours d'intervalle, deux d'entre eux y sont sérieusement blessés. Les salariés ayant eu l'outrecuidance d'appeler eux-mêmes les secours (en dépit de leur vulnérabilité, c'est la hiérarchie qui voit du plus mauvais œil l'irruption consécutive de l'inspection du travail et la police), on les prie de ne pas revenir. Eux contactent la CGT et occupent le chantier. Leurs revendications sont ahurissantes : contrats de travail, fiches de paie, régularisation ! Tout cela énerve non seulement le donneur d'ordre, mais aussi le maître d'ouvrage Covéa, ce groupe mutualiste prétendument « au service des valeurs de l'économie sociale » qui réunit rien de moins que la GMF – « assurance humaine » dit la pub – la Maaf et MMA. Jouant l'ignorance, Covéa rompt le contrat avec le sous-traitant, et en conclut cyniquement que les ouvriers n'ont plus rien à faire sur le chantier. La justice acquiesce et ordonne l'expulsion des 25 grévistes !



Les grévistes toujours là! DR

### Justice et police contre les grévistes

Pourtant, les grévistes ne lâchent rien et restent sur place, sous la bonne garde de vigiles qui ont pour consigne de ne plus laisser re-rentrer quiconque sortirait... Des discussions avec la préfecture et la direction du Travail permettent de se montrer modérément optimiste quant à l'obtention de papiers pour treize d'entre eux. Visible-ment, davantage et plus rapidement, cela déclencherait certainement un appel d'air (sic)...

C'est sans doute pour cela que, comme il convient de se montrer certes humain mais surtout ferme, le 30 septembre, quelques jours après la décision du tribunal, la police est intervenue pour évacuer le chantier. Malgré cela, la CGT n'a pas renoncé à négocier, et les tractations avec le maître d'ouvrage Covéa et le donneur d'ordre Capron pour que les salariés obtiennent au moins des fiches de paie n'ont pas cessé... et pas abouti. Dans ces conditions, un rassemblement devant le siège de Covéa a eu lieu mardi 11 octobre. Car c'est bien dans la rue et pas dans les salons que l'on obtiendra satisfaction !

François Brun

## LA MATERNITÉ DES BLUETS (PARIS 12<sup>e</sup>)

# « Touche pas aux Bluets »

*La maternité des Bluets? Avant on l'appelait la « clinique des métallos ». Ouverte en 1947, elle se situait dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, non loin du 94 de la rue Jean-Pierre-Timbaud, le local de la fédération CGT des métallurgistes, intégrée dans l'association Ambroise-Croizat qui gère aussi trois centres de rééducation professionnelle accueillant « des stagiaires en reconversion contrainte pour raison de santé ».*

La maternité « historique » des Bluets, établissement de santé à but non lucratif, a déménagé en 2007 pour s'accrocher à la maternité de l'hôpital Trousseau (12<sup>e</sup> arrondissement) créant de fait un pôle santé d'environ 7 000 naissances, dont 3 150 pour les Bluets avec en plus un planning familial (1 200 IVG), un service de chirurgie ambulatoire et d'assistance à la procréation (1 200 ponctions) et un centre de santé.

### Crise de direction, mobilisation du personnel

L'exception « Bluets », sa singularité, tient aussi au fait que l'hôpital, qui a été fondé et géré par les Métallos-CGT depuis l'origine, est issue d'une longue bataille pour la reconnaissance d'une naissance dite sans douleur initiée par l'équipe du Dr Lamaze. Cette singularité n'a pas été facile à défendre alors que les équipes devaient faire face à une augmentation continue d'activité qui découlait de la mise en place de la tarification à l'activité dès 2008, et obtenaient, malgré tout, par deux fois la labellisation « Initiative Hôpital Ami des Bébé » en 2013 (moins de 30 maternités labellisées en France).

Dans le même temps, le manque de professionnalisme historique d'une direction issue du syndicalisme, dans un contexte de rigueur comptable, ont fragilisé économiquement l'hôpital et déstabilisé les équipes de direction. Ainsi, en 2012, la maternité a frôlé la cessation de paiement et un accord de sauvegarde lui a permis de rebondir et d'être labellisée une nouvelle fois.

C'est ce combat pour le maintien d'une naissance et d'un accueil à visage humain qui motive encore les équipes de l'hôpital à se mobiliser.

Le personnel s'est tout de suite mobilisé en organisant des assemblées générales et des débrayages hebdomadaires d'avril à juin et en sollicitant les usagerEs par une

non-certification de la maternité. Son rapport du 26 septembre est extrêmement sévère : il pointe le manque de formalisation, de validation avec les parties prenantes, d'orientations stratégiques, et note l'existence d'initiatives ponctuelles et informelles... Bref des patientes satisfaites grâce à une équipe sur le terrain qui travaille, mais non valorisée par une équipe de direction en crise.

Au ministère de la Santé, vu la résonance médiatique du dossier et des liens de l'association avec la CGT, on ne veut pas trop de vagues, donc pas de décision dans l'immédiat. On attend entre autres les résultats de l'enquête de l'IGASS. Ils devaient être rendus publics ce mois-ci, mais on parle maintenant d'un rapport rendu en décembre...

Pendant ce temps, les départs continuant au siège de l'association : quatre départs contraints de responsables (deux DRH comptable et qualité) en deux mois ! Mais à l'hôpital, l'annonce le 5 octobre dernier du départ de la chef de service déstabilise encore un peu plus l'équipe médicale qui a voté une motion de défiance vis-à-vis de la direction à la quasi-unanimité le même jour.

Le personnel réuni en assemblée générale le 27 septembre a signé largement une pétition (130 signatures sur 200 salariéEs). Celle-ci demande à l'association et à l'Agence régionale de santé d'Île-de-France de prendre ses responsabilités vis-à-vis de la gouvernance de l'association pour que les tutelles n'aient pas à suspendre provisoirement l'activité, car même si les équipes sont lessivées, elles assurent la continuité des soins. Le personnel et les usagerEs se mobilisent encore pour que la fédération CGT des métallurgistes et les tutelles ne soient pas les fossoyeurs de ce savoir-faire qui fait, aujourd'hui encore et en pleine adversité, la réputation de l'établissement.

Correspondante

# SAUVONS LA MATERNITÉ "LES BLUETS"



Depuis, cette instabilité s'est aggravée au sein du siège de l'association, où les présidentEs, les directrices ou secrétaires générales, responsables financiers, qualités, ressources humaines, etc. se succèdent entraînant dans les établissements une crise de gouvernance. Cette crise s'est soldée en avril 2016 par le départ précipité du directeur, cela à la demande de la direction générale de l'association à la veille d'une certification, et avec lui la sage-femme coordinatrice des soins.

pétition « Touche pas aux Bluets ». Et une tentative de la direction générale CGT de déclarer illégale la grève votée par l'assemblée générale, malgré le préavis déposé à l'initiative du syndicat Sud, a accru l'exaspération du personnel...

### La maternité doit vivre!

Face à cette désorganisation, l'Agence régionale de santé (ARS) a été saisie, et le ministère a diligé une enquête à l'Inspection générale des affaires sanitaires et sociales (IGASS) depuis juillet. Une directrice issue d'un cabinet de conseil en gestion, qui n'a jamais travaillé dans le monde de la santé, a été nommée en urgence fin avril par les hautes instances de la CGT et avalisée par l'association, mais elle n'a pu empêcher la Haute autorité de santé (HAS) de décider de la

## LA POSTE BELLAC (87) Mobilisation gagnante!

*En août dernier, une postière de Bellac est en arrêt maladie. Pour sa convalescence, en accord avec le médecin, elle rejoint sa famille et avertit sa hiérarchie de son changement d'adresse.*

Elle reçoit néanmoins à son adresse habituelle un courrier recommandé émanant de La Poste. La factrice, qui est aussi son amie, lui signale par téléphone l'arrivée de ce courrier. Ne pouvant se déplacer pour le récupérer, elle lui demande de l'ouvrir pour lui communiquer son contenu, ce que fait la factrice dans le seul but de lui rendre service, ce que nous aurions tous fait. Mais la direction de La Poste de Bellac en fait une affaire d'État et convoque la factrice, vingt ans d'ancienneté mais toujours contractuelle, à un conseil de discipline. Une lourde sanction tombe : trois mois de mise à pied sans salaire ! Et pour la collègue



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILLO

qui a demandé l'ouverture du recommandé, il était envisagé une mise à pied de six mois.

### La direction sous pression

La nouvelle de cette sanction aberrante scandalise la population de ces petites communes de la Haute-Vienne,

et dès le lundi 26 septembre, syndicats, élus locaux, postierEs et usagerEs se mobilisent toute la semaine devant le centre postal de Bellac pour clamer leur indignation. Dans un premier temps, la direction de La Poste campe sur ses positions, puis deux jours

plus tard, elle ramène la sanction à un mois sans salaire, et le lendemain à deux fois quinze jours sur deux mois ! D'une quarantaine à une centaine de soutiens, la mobilisation s'amplifiait de jours en jours avec le projet de bloquer Bellac le samedi. Un préavis de grève des postiers était lancé pour le mardi suivant. Finalement, devant ces pressions venant de toutes parts, la direction de La Poste cède en acceptant un recours pour annulation des sanctions. Gros soulagement côté salariéEs, et grosse satisfaction des soutiens : solidarité et détermination sont venues à bout de cette sanction révoltante!

Correspondant

### AP-HP

## Des salariéEs reprennent le chemin de la grève

*En mai 2015, les personnels de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris se mobilisaient contre la réforme du temps de travail voulue par le directeur général, M. Hirsch. Une bataille perdue en raison notamment de la signature de la CFTD, syndicat minoritaire. Perte de RTT, horaires de travail imposés, amplitude horaires augmentées devaient soi-disant sécuriser les plannings!*

Alors que cette « contre-réforme » s'applique depuis le 1<sup>er</sup> septembre, des salariéEs reprennent le chemin de la grève. Car cette maltraitance de la vie privée par le biais des plannings vient s'ajouter au sous-effectif chronique qui met en danger des

personnels et des patientEs. Le ras-le-bol et/ou la détresse sont prégnants car les effectifs sont pour la plupart en dessous du seuil de sécurité, les vacances et RTT sont imposés et les horaires obligés. Les premierEs à se mobiliser ont été les personnels de l'hôpital René-Muret qui



# OPPRESSION Cette tolérance sociale envers les violences sexuelles et le viol

Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes vient de publier mercredi 6 octobre un avis sur le viol, et plus largement sur les agressions sexuelles.

**H**ors commande gouvernementale, il s'agit d'une auto-saisine visant à produire une série de recommandations face à l'ampleur des agressions sexuelles, et en particulier des viols, dont les femmes sont victimes.

Plus de 15 ans après l'enquête ENVEFF<sup>1</sup>, les progrès de la connaissance statistique en matière de violences faites aux femmes restent limités. Cependant, il apparaît qu'au moins 1 femme sur 5 a subi une forme d'agression sexuelle au cours de sa vie et que, sur les 84 000 femmes déclarant chaque année avoir été victimes de viol, moins de 10% déposent plainte... et une seule plainte sur 10 aboutit à une condamnation pénale!

Les auteurs de l'avis mettent en avant une série des raisons qui expliquent ces chiffres. En premier lieu, la culture du viol (publicités mettant en scène la soumission de femmes par des hommes, etc.) et un traitement médiatique patriarcal cherchant quasi systématiquement des circonstances aggravantes envers les femmes (de la consommation d'alcool au fait de se promener seule)... et donc atténuantes pour les hommes!

## Du sexisme social aux violences faites aux femmes

Sont également passés au crible de cet avis, le manque de formation des personnels pouvant accueillir les femmes victimes de violences tout comme le manque de structures adaptées et accessibles, mais aussi la faiblesse de la réponse et des moyens judiciaires. Les auteurs montrent notamment que, face à l'engorgement des cours d'assises, de nombreuses femmes en viennent à accepter la disqualification du viol dont elles ont été victimes (il s'agit d'un crime) en délit d'agression sexuelle.

Les recommandations de l'avis visent à rendre sa dimension politique à la lutte contre les violences faites aux femmes (il ne s'agit pas de « déviances » individuelles, mais bien d'une expression, destructrice voire meurtrière, des inégalités entre femmes et hommes) en abordant différents aspects : éducation non sexiste, formation des professionnelles, réponse judiciaire ou encore accompagnement des victimes. Et les auteurs ne peuvent que noter qu'une lutte véritable contre les violences sexuelles nécessite de donner de réels moyens aux services publics, notamment judiciaires et de santé.

À quelques semaines de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, ce rapport a le mérite de mettre en lumière à quel point les violences faites aux femmes sont inextricablement liées au sexisme de la société mais également à quel point sont faibles les réponses judiciaires et sociétales.

**Abby Taro**

1 - Réalisée en 2000 et publiée en 2001, il s'agit de la première grande enquête française sur les violences faites aux femmes.



Combattre la société patriarcale dans tous ses aspects. PHOTO THÈQUE ROUGE / TAOUS

## TRÉGUNC (29)

### « Nous sommes tous des migrantEs ! »

Il aura fallu un simple projet d'accueil de 25 réfugiés dans la commune de Trégunc (6354 habitantEs près de Concarneau dans le Finistère) pour que le FN et ses affidés nous rejouent le drame démagogique de « l'invasion étrangère »...



Les contre-manifestantEs face au FN... et à la police. DR

Ils avaient déjà tenté de le faire dans la région autour du projet de rénovation d'une mosquée à Quimper ou contre l'accueil de familles irakiennes à Fouesnant.

À l'aide d'une campagne mensongère et nauséabonde, ils ont donc rassemblé ce jeudi 7 octobre à Trégunc tous leurs élus régionaux sous la protection du « DPS » frontiste, ainsi qu'une petite centaine (c'est déjà trop!) de fascistes, nazillons et autres nostalgiques du « temps des colonies » venus de toute la Bretagne... voire de plus loin.

Mais c'était sans compter sur la force du mouvement pro-réfugiés qui s'était déjà exprimée dans d'autres communes du département où les populations se sont largement manifestées en faveur des migrantEs et des réfugiés. Ici, la solidarité concrète à l'égard de ces derniers fait partie d'une longue histoire militante.

### « Nous sommes tous des migrantEs ! »

En quelques messages et appels, nous étions ce jeudi plus de 500, réunis contre le FN et pour scander « Nous sommes tous des

migrantEs ! » et « Bienvenue aux réfugiés ! ». Outre les diverses associations – Droit d'asile, le groupe des jeunes antifa de la région quimpéroise, Attac, la LDH, le Mouvement de la paix – étaient aussi présents des militantEs de Solidaires, de la CGT, du NPA, d'AL, d'Ensemble, du PCF, d'EELV, de l'UDB... et du PS, avec quelques élus aussi. Cette forte et sonore mobilisation, qui a rendu inaudible les propos du FN et ses vociférations xénophobes, islamophobes et homophobes, a démontré que nous ne devons laisser aucun espace à ces tentatives et tentations haineuses. Les centaines de militantEs, de citoyenEs, de jeunes du Sud-Finistère, mobilisés et déterminés à lutter contre la haine, les racismes, pour l'ouverture des frontières à celles et ceux qui fuient les guerres et la misère, sont un gage d'espoir. C'est cette voie qu'il nous faut poursuivre partout contre les « vents mauvais et marées contraires ». Et en Bretagne, ça nous connaît!

**Correspondant**

## RÉPRESSION Vers un front commun contre les violences policières et l'état d'urgence?

Mon agression par deux policiers, alors que je tentais de filmer l'interpellation violente d'une femme noire jeudi 22 septembre (voir interview dans l'Anticapitaliste n°353), est devenue une véritable affaire politique et médiatique...

**P**ourtant, ce qui est arrivé est banal dans les quartiers populaires. Où en est-on deux semaines plus tard?

Le dossier juridique s'est étoffé, avec l'arrivée de deux témoins de ce qui s'est passé. Ensuite, un second plaignant, victime de violences de la part du même dispositif policier, est venu ajouter sa plainte à l'affaire. Les policiers incriminés, eux, ont fait des déclarations farfelues m'accusant d'avoir appelé à la révolte en criant : « tous ensemble, allons libérer cette innocente », et affirmant qu'ils avaient « les cheveux en pétard » contrairement à ma description. Des dires que les vidéos que j'ai pu récupérer suffisent à démontrer.

### Les violences policières en discussion

La médiatisation de cette affaire est un point d'appui pour dénoncer les violences quotidiennes de la part de la police, et, au-delà, du glissement autoritaire et sécuritaire en cours. Il est impressionnant de voir affluer les témoignages, à l'oral et via la boîte mail ouverte<sup>1</sup>. C'est une boîte de Pandore qui s'ouvre, et qui révèle ce que produit au quotidien le racisme d'État, mais aussi l'état d'urgence permanent. C'est aussi pour freiner cela que le gouvernement utilise l'histoire des policiers attaqués à Viry-Châtillon, pour exiger que tout le monde se prosterne à nouveau devant la police. Quant au syndicat Alliance, il demande carrément que l'impunité policière soit inscrite dans la loi!

### Une dynamique de lutte sur Saint-Denis

La conférence de presse du jeudi 6 octobre à la mairie a permis de poursuivre la dynamique de construction d'un collectif contre les violences policières à Saint-Denis. Elle se tenait juste avant le procès de Nicolas Jounin, qui a permis de mettre en lumière les pratiques de la police nationale sur la ville. Le plaidoyer de la Procureure a reposé sur l'affirmation qu'il n'était pas possible de remettre en cause la parole du commissaire de Saint-Denis, qui assure identifier Nicolas Jounin par sa calvitie... alors qu'il portait un bonnet au moment des faits!

### Après la réussite du meeting « Faisons front ! »

Jeudi 6 octobre à la fac de Tolbiac, un meeting a réuni du monde (600 personnes) et dessiné des jonctions importantes : Assa Traoré, Amal Bentounsi, mais aussi Romain Altmann de la CGT InfoCom, Mickael Wamen qui a envoyé un texte, Sihame Assbague. Et dans le public des étudiantEs, des cheminots, des profs, etc. Un tel succès imposait de ne pas en rester là. TouTEs les participantEs ont déjà convenu de construire ensemble la montée à Amiens contre la répression les 19 et 20 octobre. Et « Faisons front ! » pourrait devenir le nom d'une plateforme regroupant syndicalistes, collectifs intervenant dans les quartiers populaires, étudiantEs, universitaires, etc.

**Guillaume Vadot**

1 - témoignages.22septembre@gmail.com

depuis le 20 septembre sont en grève une demi-heure par jour. Ils ont réussi à s'inviter au conseil municipal de Sevran où ils ont pu prendre la parole.

Puis, le groupe hospitalier Henri-Mondor – cinq hôpitaux : Henri-Mondor, Albert-Chenevier, Emile-Roux, Joffre-Dupuytren, Georges-Clemenceau – a suivi. Le 27 septembre, quatre de ces hôpitaux organisaient à l'appel des syndicats SUD-CGT-FO soit une assemblée générale, soit une action de blocage, soit le dépôt d'un préavis de grève reconductible. À Emile-Roux, une grève reconductible a été décidée par l'AG de 200 personnes avec piquet de grève à la loge. Ils ont filtré l'entrée de l'hôpital avec distribution de tracts et une lettre aux visiteurs et familles. À Clemenceau, une cinquantaine de salariéEs se sont mobilisés, soutenus par plusieurs élus dont la maire. À Joffre-Dupuytren, 200 agents ont déposé

un préavis de grève. À Chenevier, à l'appel de CGT, SUD et CFDT, plus de 200 grévistes ont bloqué l'entrée de l'hôpital. Seuls les patients handicapés, femmes enceintes et ambulances pouvaient passer.

### Préparer la journée nationale du 8 novembre

Une action commune du groupe hospitalier a débuté par une opération escargot de l'hôpital Emile-Roux jusqu'à Chenevier. Puis le cortège s'est dirigé vers Mondor pour terminer par un blocage de l'A86 dans les deux sens, entre Limeil-Brévannes et Créteil.

Ces actions communes ont forcé l'inter-syndicale centrale à réagir. Dans un communiqué de presse, elle demande de véritables négociations concernant le temps de travail et son organisation, l'abrogation de la réforme, la mise en place

de véritables moyens humains et financiers afin d'appliquer une véritable réduction du temps de travail, la résorption des comptes épargne-temps avec les moyens à hauteur, la mise en stage de tous les contractuels et le respect de la vie privée en respectant les plannings et les roulements. L'amplification de la mobilisation à tous les hôpitaux de l'AP-HP est indispensable pour retrouver un rapport de forces imposant nos revendications à la direction. Avec les révélations du *Canard enchaîné* sur la perte sèche de 80 millions d'euros liée à un bug informatique, et sur les salaires, les voyages en business class, les parachutes dorés des directeurs... gageons que les personnels aient ce sentiment d'injustice qui pousse à agir.

D'ores et déjà, à l'appel des fédérations de la santé CGT, FO et SUD, une journée de mobilisation et de grève nationale est



Après le grand mouvement l'an dernier, l'AP-HP de retour dans la rue? PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

prévue le mardi 8 novembre contre le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour l'amélioration des conditions de travail, davantage d'emplois, l'augmentation

des salaires, le rejet de la loi de Santé et des groupements hospitaliers de territoire, et l'amélioration des conventions collectives.

**Correspondante**



## Les comités en action!

**Poitiers (86) Meeting réussi avec Olivier Besancenot.** Enorme! «Besancenot a fait carton plein» écrit le journal *la Nouvelle République*, au lendemain d'un meeting de soutien réussi à la candidature de Philippe Poutou à Poitiers. Lundi 10 octobre, au moins 150 personnes ont rempli la salle. Jeunes, syndicalistes, curieux ont fait le déplacement. Nous avons fait le choix de donner la parole à deux collectifs: D'ailleurs nous sommes d'ici sur les réfugiés, et le Collectif de solidarité avec le peuple grec autour des dispensaires autogérés. Puis Sourabad du NPA Poitiers a animé la soirée, rappelant la nécessité d'aller chercher les parrainages pour Poutou et de réussir la souscription. Émeline, sympathisante, est revenue sur son expérience en tant que psychologue clinicienne, qui voit les conditions de travail se dégrader au profit d'une logique marchande. Enfin, Olivier Besancenot a déroulé le programme du NPA. En revenant sur l'obligation pour les militants anticapitalistes de construire les luttes collectives, car il n'y a rien à attendre d'un sauveur en 2017 «sauf si Poutou est élu, et encore, ça ne serait pas assez»... Olivier a également rappelé l'importance de se représenter nous-mêmes, de chercher les voies d'une nouvelle représentation politique pour celles et ceux d'en bas. Et pour conclure, plein d'émotion, il a rappelé mille fois notre attachement à l'internationalisme. Mille fois, oui, car nous ne l'entendons nulle part ailleurs. La campagne du NPA a bien un intérêt: de l'air, de l'air, ouvrons les frontières!

## L'Anticapitaliste la revue

Le n°80 est disponible



**Vous pouvez vous le procurer** en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

**L'Anticapitaliste,**  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.  
Pour vous abonner,  
remplissez le formulaire  
page 12.

## La semaine de Philippe Poutou: 4 heures anticapitalistes à Montpellier

Vendredi 7 octobre, le candidat du NPA était à Montpellier pour ces 4 heures organisées par le NPA 34.

**À** 18 h 30, deux ateliers se mettent en place, l'un sur les luttes sociales contre la loi travail et son monde, en finir avec le capitalisme, l'autre autour de la solidarité avec les peuples kurde et palestinien. Les débats et échanges sont riches entre les participantEs: des syndicalistes de Sanofi, d'Haribo, de la SNCF, de l'éducation, de la santé, des Nuits debout, des militantEs anti-nucléaires, des camarades anarchistes, d'Ensemble, du PG... Des critiques sévères sont portées à l'égard des directions syndicales, avec des grèves



Le NPA 34 en débats. DR

sectorielles ou des manifs en pointillés ne favorisant pas le «Tous ensemble». Des camarades libertaires expriment leur divergence avec la participation aux élections. Philippe leur répond fraternellement: sa candidature ne porte aucune illusion sur les élections comme voie de rupture avec le système.

Débat riche aussi du côté de l'atelier international, avec la présence de militants kurdes et palestiniens. Comment construire la solidarité? Importance de la campagne BDS, de soutien au PKK, du Rojava. Dialogue fructueux entre les camarades palestiniens et kurdes.

**Faire entendre une autre voix**  
C'est l'heure du meeting: Anne du NPA Montpellier revient sur les objectifs de ces 4 heures: un échange entre les actrices et acteurs du mouvement social pour construire les mobilisations et débattre de l'alternative politique. Intervient ensuite Alain Ottan, avocat, un camarade de la commission anti-répressement de Nuit debout, et Cassandre poursuivie pour avoir mis en danger six CRS... en lançant un ballon rempli de peinture sur la chambre de commerce!  
Puis Philippe présente l'analyse du NPA sur la mobilisation contre la loi travail. Il insiste sur les acquis qui doivent permettre de construire des fronts de résistance face aux attaques sociales et environnementales, et aux violences policières et racistes. Se révolter et montrer qu'un autre monde est possible... Mais pour faire entendre une autre voix, il faut décrocher les 500 parrainages. Plus de 100 personnes ont participé à cette soirée. Les débats doivent continuer...

Antoine et Martine (NPA 34)

## Notre-Dame-des-Landes: une détermination inébranlable

40 000 personnes ont marché à Notre-Dame-des-Landes ce samedi 8 octobre. En plantant des milliers de bâtons dans le sol de la Zad, ils promettent de revenir la défendre si Valls et Hollande tentent de l'évacuer à nouveau.

**L**a partie s'annonce difficile pour le gouvernement s'il tente une évacuation. Les opposantEs ont montré leur détermination par leur nombre et leur engagement. Le «serment du bâton» prêté ce samedi par des milliers de personnes est clair: «En plantant [nos bâtons] aujourd'hui, nous scellons dans le sol notre serment collectif de revenir défendre la Zad. Nous ne nous soumettons ni à la loi du profit ni à celle du plus fort: nous sommes là, nous serons là!» Bâton de marche pacifique pour certains (en référence au Larzac), mais aussi bâton de défense face à la répression policière...

### Notre-Dame-de-Hollande, la fin d'un cycle

Hollande aura passé son mandat dans le borbier de Notre-Dame-des-Landes. Encore candidat, une grève de la faim lui imposait la promesse de ne pas intervenir... Promesse aussitôt trahie en octobre 2012, lorsqu'il tenta de faire évacuer la Zad. Vaine tentative: une vaste solidarité, régionale et nationale, avait permis sa réoccupation un mois après. Valls, ministre de l'Intérieur chargé de l'«opération César» en 2012, est devenu Premier ministre. Avec pour seule politique la répression au service des patrons, il ne pouvait que promettre d'évacuer cette Zad qui

lui résiste encore et toujours... Mais la solidarité née de 2012 est intacte, et bien plus vaste. L'amaque du «référendum» de juin dernier a fait long feu, et après le rassemblement de l'été, cette nouvelle mobilisation de masse raisonne comme un second avertissement lancé au gouvernement: «nous sommes là, nous serons là!» Car la Zad reste un symbole inébranlable, celui des résistances à la répression et au capitalisme destructeur. Une promesse d'avenir aussi: ce samedi dans les prés, les manifestantEs ont aperçu deux nouveaux hangars: l'un destiné à la logistique de défense en cas d'agression, l'autre



Un bâton NPA planté dans la Zad. DR

pour abriter les nouveaux projets des habitantEs. La lutte continue!  
CorrespondantEs

## Souscription

### Peu importe la source tant qu'on a le prélèvement... (épisode 1)

Parlons d'argent. Du vôtre. Et il intéresse l'État. C'est l'une de ces mesures qui sont censées «simplifier la vie des Français» et que le gouvernement s'est enfin décidé à mettre en œuvre. Mais attention, juste après l'élection présidentielle! Pas question de devoir en assumer le bilan et la philosophie...

**C**ette mesure qui devrait, comme sur tant d'autres sujets, «moderniser une France en panne», c'est le très à la mode prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. Mais avant d'en venir à cette grande nouveauté annoncée pour 2018, rappelons deux ou trois bricoles. Disons d'abord que l'impôt sur le revenu est en droit le plus égalitaire des prélèvements, tant par la source prélevée que par sa progressivité. N'écoutez pas les petit guichetiers éditoriaux de l'idéologie libérale matinale. Le meilleur impôt n'est pas celui qui «prélève peu à tout le monde», cet impôt



«acceptable et indolore»... pour ceux qui ne le paient pas! Non, le meilleur impôt est celui qui vous appauvrit d'autant plus que vous êtes riche.

En cela, la TVA est le prélèvement le plus inégalitaire... et donc, logiquement, le plus apprécié par la bourgeoisie. La TVA, c'est tout à la fois le vieil État douanier-parasite qui vous «taxe» (plus qu'un clope...), et l'État marchand fétichiste qui ne «voit» que l'échange, source de la valeur c'est bien connu. Car la TVA est en fait très élevée, son taux est fixé de manière contestable, mais surtout elle pèse uniquement sur les prolétaires consommateurs, dont les plus pauvres ne peuvent pas se permettre de payer impunément 5, 10 voire 20% de taxe sur n'importe quoi. Le riche raisonne en valeur relative et en valeur d'échange car

il investit: peu importe l'objet, quel pourcentage vais-je perdre ou gagner? Le pauvre raisonne en valeur absolue et en valeur d'usage car il survit: en comptant mes pièces, le compte y est-il pour acheter ce dont j'ai besoin? Rajouter 20 euros à une addition de 80 euros, c'est donc beaucoup... car 20 euros c'est beaucoup!  
Suite au prochain épisode... En attendant, et avant d'être trop dégoûtés par notre système fiscal, sachez qu'il existe une niche fiscale pour les anticapitalistes: le don à NPA Souscription. Eh oui, 66% de votre don peut être déduit de votre éventuel impôt sur le revenu. Cela veut dire que moyennant un petit effort de trésorerie, vous pouvez donner trois fois plus que prévu. Bon sang, c'est diabolique. Bon sang c'est dialectique...

Sylvain Madison

### POUR DONNER...

En ligne:  
<https://souscription.npa2009.org>

Par chèque (à l'ordre de NPA souscription): NPA souscription, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

## Rencontre avec un maire

Profitant de la visite à Guigamp d'Armelle Pertus, les militantEs du NPA ont rencontré le maire de La Roche-Derrien.

**J**ean-Louis Even, le maire de cette commune d'un millier d'habitantEs, a donc accueilli les militantEs en mairie pour échanger sur les difficultés rencontrées dans l'action municipale par son équipe. Radicalement à gauche, Jean-Louis dénonce la progression du désert médical dans les zones rurales, la pénurie de médecins et de personnel médical, les difficultés financières de l'hôpital public de Lannion, avec ses conséquences en termes de qualité du service public. Confronté à l'inertie de l'ARS, agence régionale de santé, au mutisme du ministère de la Santé, les élus locaux ont eu recours au rapport de forces pour obliger l'État à réagir: les sept maires du pays rochois ont embauché un druide pour remplacer les médecins! Panique des médias et des pouvoirs publics qui sont tombés dans le panneau. Le buzz médiatique a débouché sur l'arrivée d'une jeune médecin de 32 ans.

### Désillusion et lassitude...

Autre combat difficile, l'hébergement des saisonniers employés au

ramassage du haricot, dit coco paimpolais. Laissés sans hébergement par les employeurs et l'État, un certain nombre de saisonniers d'origine étrangère (entre autres roumains et africains) ont été pris en charge dans le camping municipal. C'est donc dans des conditions précaires qu'ils vivent sous la tente pendant la durée de la saison. Dorénavant le maire de La Roche n'est plus seul devant cette situation, la mobilisation prenant de l'ampleur. Soutenu par des associations et les UL CGT locales, le maire et les saisonniers interpellent les employeurs, et les pouvoirs publics sur la situation salariale et sur l'hébergement. Cette visite a rendu palpable la grande désillusion des élus locaux vis-à-vis de la politique menée par le gouvernement, la lassitude face au rouleau compresseur des politiques du capital, et la nécessité d'une alternative politique. Une visite qui laisse ouverte la question du parrainage de la candidature de Philippe...  
Correspondant

Essai

# Foulards et hymens, Mona Eltahawy

Belfond, 2015, 19 euros

**FOULARDS ET HYMENS**  
**POURQUOI LE MOYEN-ORIENT DOIT FAIRE SA RÉVOLUTION SEXUELLE**  
**MONA ELTAHAWY**

Issue d'un milieu aisé, ayant étudié à Londres, musulmane d'abord voilée par son propre choix, Mona Eltahawy a décidé d'enlever son voile après avoir découvert des féministes comme Nawal El Saadawi, Fatima Mernissi ou Huda Shaarawi, pionnière du mouvement des droits de la femme en Égypte pour avoir ôté son voile en public en 1923, ou Doria Shafik dans les années 1950, entrée de force dans le Parlement égyptien à la tête de 1500 femmes avant d'entamer une grève de la faim pour la libération des femmes de son pays.

«Lorsque les Occidentaux se taisent au prétexte qu'il faut "respecter" les cultures étrangères, écrit-elle, ce sont uniquement les plus conservateurs de celles-ci qu'ils soutiennent. Le relativisme culturel est tout autant mon ennemi que l'oppression que je combats au sein de ma propre culture et de ma foi». «Seuls nous-mêmes pouvons nous sauver de nos démons. Je n'ai jamais imploré quiconque de le faire à notre place. En revanche, j'adjure nos alliés occidentaux d'être plus attentifs aux droits des femmes et de refuser qu'un certain relativisme culturel ne finisse par justifier de monstrueuses violations de ces droits».

«*Filles du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, soyez impudiques, soyez rebelles, désobéissez et sachez que vous méritez d'être libres*», leur dit la jeune journaliste et écrivaine égyptienne, la première à dénoncer son agression avec d'autres femmes Place Tahrir, en plein Printemps arabe, violées par des policiers pour avoir manifesté aux côtés d'hommes pour la dignité et la liberté...

**Deux révolutions**

Ces violations, en très forte progression avec la montée des intégrismes, s'exercent tant dans la rue, par le harcèlement impuni, qu'au foyer avec les violences conjugales, les mariages précoces, forcés, dont les mariages de femmes avec leurs violeurs (pour «l'honneur de la famille»...) ou les mutilations sexuelles (pratiquées sur 90% des petites filles et femmes mariées d'Égypte, même si aujourd'hui cela se fait dans les hôpitaux !). Si les femmes aisées peuvent échapper à la police des mœurs ou aux

mariages précoces pour raisons financières, ce n'est pas le cas des plus pauvres, au Soudan ou en Éthiopie. Il faut donc, selon l'auteure, deux révolutions aux femmes : l'une sociale et l'autre sexuelle.

Pour cela, elle les appelle avec leurs alliés, à dénoncer leur sort, à parler de leur vie «comme si elle comptait vraiment. Car c'est le cas.» Mais aussi, comme le dit l'Algérienne Malika Mokeddem, à être nombreuses à faire «du droit à l'égalité, à la liberté, à l'amour, au choix de notre sexualité, notre seule religion», pour conclure :

«Je suis le produit de ma culture et de ma foi. Je suis la fille des tabous et des silences contre lesquels je me suis battue. Je suis la sœur de toutes les femmes luttant contre les forces oppressives qui ont étouffé nos vies sexuelles et en ont fait des champs de mine, de toutes celles qui se battent résolument et obstinément contre les forces tyranniques qui ont étranglé nos sociétés. Je suis la meilleure amie des femmes qui défilent pour protester contre les despotes politiques et les despotes domestiques».  
**Mónica Casanova**

Cinéma



## Fuocoammare, par-delà Lampedusa, Gianfranco Rosi

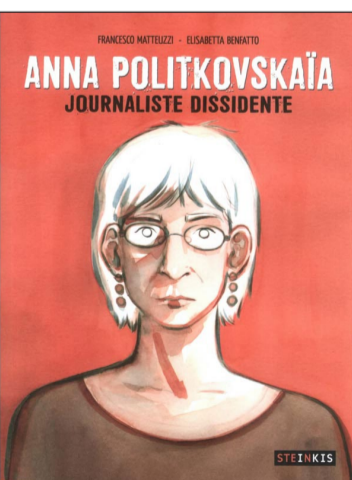
Sortie le mercredi 28 septembre

Ce n'est guère étonnant que ce très beau film ait gagné l'Ours d'Or du meilleur film au dernier festival de Berlin, la première fois d'ailleurs qu'un documentaire a gagné ce prestigieux prix. *Fuocoammare* (littéralement «Feu à la mer») est filmé à Lampedusa, cette petite île de 8000 habitants au sud de l'Italie, toute proche de

l'Afrique et connue dans le monde entier pour avoir vu débarquer quelque 400 000 réfugiés fuyant la guerre et la misère. Le réalisateur a passé un an sur l'île, à connaître et à filmer le quotidien de plusieurs personnes dont la figure centrale du film, le petit Samuele, un jeune garçon de 12 ans très attachant, mais aussi de son père et d'autres adultes qui mènent une vie «normale», somme toute paisible. En parallèle car les deux mondes ne se rencontrent jamais, il filme l'arrivée des réfugiés dont la vie est tout autre que «normale». Épuisés, affamés, déshydratés, malades, quand ils débarquent, ils seront ensuite examinés et soignés par des services débordés, puis triés, photographiés et numérotés avant d'être envoyés dans des centres.

Dans le film, une seule personne fait le lien entre les deux : le médecin de famille qui soigne le jeune Samuele et qui, dans le même temps, fait les urgences lors de l'arrivée des migrants. Son témoignage sur le travail qu'il est amené à faire est d'ailleurs un des moments les plus forts du film. Au bout d'une quarantaine de sorties avec les bateaux de secours, Rosi assiste au sauvetage d'une énième épave flottante et ses centaines de passagers. Les scènes d'horreur qu'il s'oblige à filmer seront les dernières. Il n'aura «plus les forces de continuer», dira-t-il dans une interview. Heureusement, il en gardera assez pour monter un excellent film qui est à voir et à faire voir.  
**Ross Harrold**

Bande dessinée



## Anna Politkovskaïa, journaliste dissidente, Francesco Matteuzzi et Elisabetta Benfatto

Steinkis édition, 2016, 16 euros

l'une des premières à dénoncer les atrocités commises durant le conflit en Tchétchénie, dans les années 1990. Reporter de guerre, témoin engagée, son courage fut reconnu et salué par de nombreux prix. Refusant toute compromission avec le pouvoir en place, elle avait fait l'objet de nombreuses menaces de mort.

Le scénariste Francesco Matteuzzi et la dessinatrice Elisabetta Benfatto lui rendent hommage dans une courte BD, acte aussi de mémoire. Il ne s'agit pas de strictement parler d'une biographie mais d'un témoignage sur les faits déterminants qui ont abouti à son assassinat par le régime russe, régime qui avait réservé le même sort à certains parmi ses contacts qui

avaient osé lui parler. Ses reportages en Tchétchénie, sa négociation avec les terroristes du théâtre de la Doubrovka, la prise d'otage de l'école de Beslan où elle tente de se rendre, son empoisonnement et, finalement, son assassinat sont autant d'images fortes de la guerre, du terrorisme, de la répression et de la torture. Autant d'actes d'accusation des mœurs du régime de Poutine qui ne lui pardonna pas d'avoir notamment dévoilé le rôle des services russes dans le massacre du théâtre de la Doubrovka en 2002 à Moscou, pris d'assaut après une prise d'otage. Plus de 130 personnes y avaient trouvé la mort, après que les forces d'assaut eurent diffusé un gaz dans le bâtiment...

«Moi, je vois tout, voilà le problème» : cette phrase d'Anna Politkovskaïa est citée au début du livre. Ce dernier est plus qu'une bande dessinée, «c'est un récit-témoignage» introduit par le texte d'une comédienne italienne qui a interprété un monologue théâtral dédié à Anna Politkovskaïa. Il est accompagné d'une chronologie des faits, d'un texte d'Andrea Riscassi (journaliste et fondateur de l'association Annaviva) et d'un long entretien avec Paolo Serbandini (réalisateur de deux documentaires sur la journaliste). Anna Politkovskaïa était la 21<sup>e</sup> journaliste assassinée en Russie depuis l'élection de Vladimir Poutine en 2000...  
**Yvan Lemaître**



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Exposition

## «Fantin-Latour à fleur de peau»

Jusqu'au 12 février 2017 au Musée du Luxembourg (Paris)

Une belle exposition, l'occasion de (re?)-découvrir Henri Fantin-Latour (1836-1904), peintre discret qui, s'il fréquente tous les peintres impressionnistes, reste volontairement à l'écart des mouvements de l'époque, à l'instar d'Édouard Manet qu'il admire beaucoup. Plus proche de la réalité tel Gustave Courbet dont il fréquente un temps l'atelier, il est néanmoins loin d'être classique comme le montre cette rétrospective.

Ses amis le peintre Whistler et le marchand d'art anglais Edwards contribuent à ses débuts à asseoir sa réputation outre-Manche principalement avec ses natures mortes à la Chardin, bouquets de roses anglaises d'un extrême raffinement. Plus que des peintures alimentaires, ces bouquets à la composition souvent audacieuse sont peints comme ses portraits, sans ostentation, fragiles et sensibles.

Il revient à Paris où il côtoie les artistes en pointe de la modernité et en réalise des portraits de groupe restés célèbres : les poètes avec Verlaine et le rare portrait de Rimbaud à l'écart sur *Un coin de table*, les musiciens (sa seconde passion) avec Chabrier au piano, et bien sûr les peintres avec en exergue Whistler, son ami, et Manet, sa référence. Plus qu'un reflet mondain, c'est aussi l'exacerbation des tensions entre individualité et appartenance au groupe, le drame qui le tarauda toute sa vie.

C'est aussi dans *l'Atelier des Batignolles* que l'on voit debout le grand Frédéric Bazille qui sera fauché à 28 ans par la guerre de 1870 quelques mois plus tard, peintre prometteur, exposé au musée Fabre à Montpellier cet été et bientôt à Paris en novembre.

Mais c'est dans ses portraits que Fantin-Latour est le plus novateur : autoportraits enlevés du début ou portraits de membres de sa famille et d'amis. L'art de Fantin-Latour se révèle dans la distance que l'artiste prend par rapport au modèle : il peint non pas sa femme ou sa belle sœur mais une posture singulière, une expression, une attitude, souvent empruntées de rêverie, de nostalgie, de retenue, des regards, qui fuient ou qui s'évitent. Parfois une étrange incommunicabilité entre deux personnages renfermés dans leur solitude. Les compositions décalées, les focalisations inversées, ajoutent à l'étrangeté, au trouble qui émanent de ces portraits.

Puis *l'Hommage à Berlioz* fait une transition tardive avec une peinture plus onirique et imaginative où il se lâche, «je me fais plaisir», avec une peinture vaporeuse telle *la Réveuse* évoquant Odilon Redon, parachevant ainsi un parcours subtil du romantisme au symbolisme.  
**Ugo Clerico**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA  
**librairie**  
 ★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
 Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43  
 Horaires d'ouverture :  
 Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

# « On a tort de ramener les négociations Tafta à un affrontement Europe-USA »

**Entretien.** Quelques jours avant le samedi 15 octobre, journée internationale de mobilisation contre les traités de libre-échange, nous avons rencontré **Jean-Michel Coulomb**, coordinateur Attac France de la campagne Tafta/Ceta.

**Les négociations sur le Tafta durent depuis plusieurs années et la Commission européenne avait reçu un mandat unanime des États membres. Que peux-tu dire sur ce mandat ?**

Ce mandat obtenu au printemps 2013 n'a été publié qu'à l'automne 2014, sous la pression grandissante de la société civile progressiste dans plusieurs pays européens. La transparence a fait peu de progrès depuis : quelques rares privilégiés (eurodéputés) peuvent consulter certains documents de négociation mais en « reading room » sécurisée, sans portable, et en s'engageant à la confidentialité. Le mandat de libéralisation est très large, quasiment tous les secteurs économiques. L'exception culturelle, dont le gouvernement français fait grand cas, est réduite à l'audiovisuel. La libéralisation des données, rejetée avec l'Acta par le Parlement européen en 2012, en fait partie. La technique de la liste négative est retenue : seules les exceptions précisément mentionnées échappent au processus de libéralisation. Alors que le principe de précaution y est fortement malmené, et à une époque de grands bouleversements (bio) technologiques, cette libéralisation à l'aveugle est très inquiétante. Ce mandat vient d'être renouvelé en juillet, toujours à l'unanimité.

**Comment expliquer que cela patine brusquement ?**

La mobilisation qui s'est développée des deux côtés de l'Atlantique gêne sérieusement les néolibéraux de la Commission et les gouvernements européens, associés en temps réel à la négociation, avec lesquels elle est en osmose. Or on est (USA) ou on s'apprête (France puis Allemagne) à entrer en période électorale. L'autre raison est que certains « intérêts offensifs » de chaque partie se heurtent à des blocages outre-Atlantique. Ainsi, les USA refusent de libéraliser l'accès à leurs marchés publics, un des objectifs prioritaires des transnationales qui s'appuient sur l'Union européenne (UE). Ces deux raisons ne sont d'ailleurs pas déconnectées. American Buy Act et Small Business Act qui protègent le « made in USA » ne sont pas sans conséquences sur l'emploi par exemple.

**Et la position française : prise de conscience ou hypocrisie pré-électorale ?**

Les médias ont relayé une prise de distance du gouvernement français par rapport à Tafta. La lecture de ces déclarations montre que ce qui « chagrine », ce n'est que le refus actuel d'ouverture des marchés publics des USA. Or un certain nombre de transnationales de droit français, avides de ces nouveaux marchés, s'appuient justement sur l'État français (Veolia, Vinci, Bouygues, Orange, Bolloré, Total, etc.). Et leur lobbying y jouit d'une très forte écoute favorisée par des parcours de vie souvent croisés (passage des cabinets ministériels à des postes de direction dans ces



DR

transnationales et réciproquement) et par la présence d'établissements en France pour lesquels on peut toujours agiter le spectre de l'emploi. Le saupoudrage, très léger, sur la nécessité de préserver les normes n'est qu'un élément de communication : en affirmant que Ceta, le traité entre l'UE et le Canada, est un « bon accord », le gouvernement français montre que préserver un haut niveau des normes est le cadet de ses soucis. Par son contenu, Ceta préfigure en effet ce que le mandat de négociation Tafta peut donner. Il institue un organe de « coopération réglementaire », une première dans l'histoire des accords de libre-échange ! Ce nouvel organe de gouvernance pourra filtrer en amont, avec un poids déterminant des lobbys, tout projet de réglementation... Et comme les économies canadienne et étatsunienne sont très fortement intriquées, Ceta est même le cheval de Troie de Tafta (80% des entreprises de droit étatsunien opérant en Europe ayant des filiales au Canada). Impossible donc de parler d'une « prise de conscience » de nos gouvernants. C'est un coup de poing sur la table des négociations recyclé de façon opportuniste en opération de communication pré-électorale. Au reste, la France a renouvelé sans broncher le mandat en juillet.

**Les négociations ne sont pas vraiment interrompues. Il y a eu une réunion récente des négociateurs. Que va-t-il se passer maintenant ?**

Les négociations vont continuer en « intensité basse » d'ici la mise en place de la nouvelle administration aux États-Unis. Ensuite, l'ÉluE pourra trahir ses promesses électorales. D'autant plus probablement que les lobbys d'affaire l'y pousseront. On ne peut cependant exclure un temps de latence prolongé, le négociateur étatsunien attendant que le TPP, le traité avec les pays du Pacifique, soit ratifié et mis en œuvre pour revenir en force vers le négociateur européen sur le mode « si vous ne lâchez pas du lest, eh bien je commercerai de façon privilégiée avec les États du Pacifique »... L'issue de la ratification de Ceta sera aussi un déterminant : si sa ratification s'embourbait, voire capotait, cela inciterait les néolibéraux à mettre encore plus le paquet sur Tafta : la ruse ayant échoué, prendre la place par la force.

**On présente souvent les négociations du Tafta comme un affrontement**

**Europe-USA. Pourtant des syndicats américains ont souligné qu'ils ne voyaient pas le gain pour les salariés US d'un abaissement des réglementations européennes. Qu'en penses-tu ?**

On a tort de ramener les négociations Tafta à un affrontement Europe-USA. Poser le problème en termes géopolitiques arrange d'ailleurs l'adversaire néolibéral : il faudrait à tout prix signer avec le bloc nord-américain pour ne pas subir la concurrence d'un tiers, la Chine par exemple. Argument absurde : abaisser les normes via des accords avec l'Amérique du Nord favorisera l'importation de produits tiers de normes actuellement plus basses ! Parler d'un affrontement Europe-USA, c'est induire que les deux parties sont l'expression de leurs « entreprises nationales ». Or ce sont les transnationales qui poussent ces accords : bien souvent un capital très internationalisé, un conseil d'administration en conséquence et des établissements/filiales un peu partout. Tafta a été impulsé et est « supervisé » par les lobbys des transnationales les plus puissantes, et ces lobbys sont transatlantiques : Trans-Atlanta Business Dialogue, European-American Business Council, réunis au sein du Trans-Atlantic Business Council, Business Alliance for TTIP. Chaque État étant le réceptacle des forces qui s'exercent sur lui et son action leur résultante, il peut bien sûr y avoir des hiatus temporaires mais la dynamique historique actuelle est claire : c'est l'institutionnalisation de mesures et d'outils (tribunaux d'arbitrage investisseurs contre État, organe de coopération réglementaire) qui placent l'intérêt privé des transnationales au dessus de l'intérêt général. Avec le retour d'expérience de l'Alena, les syndicats US savent à quoi s'en tenir : pour les travailleurs, c'est la « promesse » d'une baisse des emplois. Et, malgré les études d'impact d'organismes non indépendants, qui

donnent d'ailleurs des gains ridicules, les traités de libre-échange, surtout entre blocs économiquement auto-suffisants, ne peuvent que favoriser les fusions/acquisitions et ensuite les délocalisations, au détriment des PME entre autres.

**Avez-vous des contacts avec les syndicats US ?**

Oui, par le biais des contacts entre la campagne européenne et la campagne américaine.

**La campagne menée depuis plusieurs années a permis d'informer sur le Tafta. Peux-tu nous préciser sur Ceta dont les dispositions sont moins connues ? Quelles sont les échéances ?**

Ceta est le jumeau de Tafta : avec les tribunaux arbitraux et la gouvernance réglementaire, c'est l'abaissement des normes alimentaires, sanitaires, environnementales, une logique de remise en cause des services publics, des risques forts sur les droits sociaux, l'import de viandes bovine et porcine qui vont amplifier la crise agricole, une logique d'empêchement de l'agriculture paysanne. C'est aussi, et c'est scandaleux, complètement contradictoire avec l'accord de Paris : coup de booster aux énergies fossiles polluantes (comme les sables bitumineux de l'Alberta) et via les transports transatlantiques et l'agro-business, à la production de gaz à effet de serre ; dissuasion des mesures de transition énergétique et écologique via tribunaux arbitraux et gouvernance réglementaire. Commission et États membres sursur longueur d'onde (dont la France...) espèrent une ratification au Conseil européen le 18 octobre puis début 2017 au Parlement européen. Pour une application provisoire (un scandale démocratique !) avant même la ratification par les parlements nationaux.

**Propos recueillis par Henri Wilno**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### ET MAINTENANT, LE JOGGING !

**Le Parisien** Depuis la rentrée, les élèves du lycée public Condorcet à Limay (Yvelines) ont interdiction de se présenter en cours en survêtement. Le règlement intérieur, signé par les parents et la communauté enseignante, stipule que « le port du jogging est interdit ». Un règlement en vigueur depuis mai dernier, mais qui est réellement appliqué depuis la rentrée. Les lycéens qui auraient oublié de s'habiller correctement sont punis d'un mercredi après-midi de retenue.

« Une copine s'est présentée en jogging alors qu'elle avait cours de sport le matin, elle a été collée », confirme une élève de seconde croisée vendredi matin devant cet établissement. [...] Difficile de savoir ce qui justifie cette décision : la proviseur de l'établissement ne souhaite pas s'exprimer sur le sujet et la direction académique des services de l'Éducation nationale ne dispose pas d'éléments qui pourraient expliquer cette position.

Pourtant, ce règlement intérieur fait grincer des dents parmi les élèves. « Je ne suis pas d'accord avec ça, s'irrite Benjamin. On doit pouvoir s'habiller comme on veut à l'école tant qu'on n'exagère pas. » Plus remontée, une mère de famille a, elle, décidé de partir en guerre contre ce règlement. Sa fille, qui est scolarisée en 1<sup>er</sup> S, a été sanctionnée pour s'être présentée en jogging au lycée. « Sur le fond, ce texte va à l'encontre de la liberté des élèves, dénonce Bouchra En-Nadi. [...] Cette mère de famille a écrit un courrier à la proviseur et au recteur pour critiquer ce règlement. Sa lettre est catégorique : « Mon enfant continuera à s'habiller à sa guise, sous réserve que sa tenue soit correcte et décente et sans aucun signe ostentatoire religieux. »

« Dans ce lycée, le jogging est banni », Mehdi Gherdane, *Le Parisien*, lundi 10 octobre 2016

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43222554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)